

l'échelle de la nation¹.» Cette prise de conscience conduira aux révisions cruelles de 1982 qui jusqu'à la cohabitation et enfin surtout à partir de 1988 jettera les bases d'une transformation sociale s'inscrivant dans une durée sans « pause ». Une « pause » que Léon Blum avait dû provoquer en février 1937 face à la détérioration des situations internationales et françaises. Maîtrise d'un syndrome ancestral qui hante la gauche depuis les années : la pause ! Michel Rocard : « C'est Charles Bettelheim, marxiste de stricte obédience, qui a écrit : lorsqu'on cesse de compter, ce que l'on cesse de compter c'est d'abord la peine des hommes. Les exigences du réalisme, celle de la rigueur intellectuelle, la connaissance et la mesure des contraintes, avaient été trop longtemps oubliées pour la gauche, qui n'avait fait au pouvoir que des passages trop brefs et trop espacés. A persister dans cette voie, la suite s'annonçait inquiétante et les réveils bien sombres². » Y a-t-il eu ici simple acceptation de réalités que l'on voulait au départ transformer (changer de vie) ? Y a-t-il eu reniement des objectifs initiaux ou transformation de la transformation ? Un grand débat qu'il ne convient pas ici de trancher ni d'examiner précisément dans le bilan détaillé d'une politique mais d'apprécier quant aux clivages idéologiques première/deuxième gauche qu'elles réactivent. En réalisant tardivement leur Bad Godesberg, les socialistes français ont quant à eux rompu avec la logique du programme commun signé avec le parti communiste principalement caractérisé par le triple objectif : rationalisation, planification, autogestion. Reste à savoir si cette rupture

1. Cité par Pierre Favier et Michel Maartin Roland in *La Décennie Mitterrand*, Le Seuil, 1970.

2. *Le Cœur à l'ouvrage*, éditions Odile Jacob, 1987.

s'est opérée dans le passage d'une situation d'opposants à celle de gouvernants, ou si elle fut provoquée par une conversion des dirigeants socialistes à l'idéologie libérale ?

Sans examiner en détail la mesure exacte de la désyndicalisation, rappelons que l'arrivée au pouvoir de la gauche française ne s'est pas appuyée sur un important mouvement social comparable à celui que connurent l'Allemagne et les pays scandinaves. Porteur de grands espoirs, le mouvement ouvrier n'est plus dominant au sein de la gauche cédant le pas aux salariés du secteur tertiaire devenus majoritaires dans la population active. Refusant toujours de prendre en compte cette mutation essentielle à la compréhension de la sortie de l'ère industrielle qui caractérise notre fin de siècle, une certaine gauche typiquement française, pour qui le lyrisme et la nostalgie tiennent le plus souvent lieu d'analyse, ne cesse de déplorer la mort de la gauche avec des accents qui ne sont pas sans rappeler les invectives que les communistes adressaient volontiers aux « sociaux-traîtres » après la rupture du congrès de Tours. La gauche serait morte, vive la gauche donc ! On peut toujours ainsi s'adonner à la surenchère idéologique et cultiver l'immaturité en prônant « la politique du tout ou rien ». Cette attitude est parfois compréhensible... On se souvient du grand soir de la victoire lorsque le peuple de Paris, investissant la place de la Bastille, criait : « Mitterrand, du soleil, Mitterrand, du soleil ! » Moment parfait du groupe en fusion, éclatement d'une joie légitime qui ne s'était pas exprimée aussi intensément depuis la Libération en 1944. Quelle fête ! Fête marquant non pas la parousie, mais l'aboutissement d'une longue lutte portée par des milliers de militants depuis des années. Si dans de

tels moments le lyrisme, même exalté, peut provisoirement l'emporter sur la raison, on comprend mal comment 10 ans plus tard des responsables politiques de haut niveau peuvent encore s'adonner à cet exercice de style. Notre ami Jorge Semprun vient de quitter le gouvernement espagnol notamment pour s'éloigner de « cet opportunisme sans autre logique politique claire que celle de tenter de se situer de manière populiste et opportuniste à la gauche de ceux qui sont à gauche ¹. »

Certes, il est vrai que sur ce plan la social-démocratie a fait preuve de ce qu'on pourrait qualifier de grand déficit émotionnel. Bien évidemment, sans accrédi-ter de pertinence à l'annonce répétée de la fin des idéologies (comme la nature, l'idéologie a horreur du vide), on ne peut toutefois pas réduire l'expérience sociale-démocrate à une conception par trop mécaniste du changement social. Ce dernier ne s'envisage pas sans une *Weltanschauung*, une conception d'ensemble, autrement dit un « projet ». Et parce qu'elle renvoie dos à dos le libéralisme pur et dur version anglo-saxonne et le socialisme réel avec ses dictatures communistes, la social-démocratie ne peut continuer à faire l'économie d'un imaginaire. Dans les inquiétudes de cette fin de millénaire, et au-delà de la bonne ou mauvaise gestion des affaires, les citoyens veulent savoir où l'on va... Ici même on mesure l'ampleur de ce déficit émotionnel. La social-démocratie française a abandonné depuis 1920 la pensée marxiste dans sa totalité au parti communiste et autres représentants des marxismes politique et économique. Sans toutefois préconiser de nouvelles procédures de rupture, le fonde-

1. *Le Monde*, jeudi 14 mars 1991.

ment même de la social-démocratie réside pourtant dans une critique sans concession du capitalisme et des mécanismes de son économie de marché. La visée d'une transformation fondamentale de l'ordre social et économique trace bien son « horizon indépassable ». Dans ce traçage, les marxismes philosophique et de résistance doivent reprendre du service en favorisant une meilleure compréhension des contradictions que le « projet » social-démocrate cherche justement à dépasser. Et quel autre concept que ceux de Marx pourraient nous y aider ? Ils sont multiples : citons seulement celui de « complexité », au croisement des apports considérables de la biologie et de la cybernétique notamment, mis en œuvre par les travaux d'Edgar Morin. Cet exemple illustre partiellement l'enrichissement du travail scientifique effectué depuis l'élaboration de la théorie marxiste. Cet enrichissement ne s'est pas fait contre le marxisme ni en rupture avec lui, mais au contraire dans son prolongement, dans les dépassements multiples d'une pensée bien vivante. On ne répétera jamais assez à quel point l'école des Annales en histoire, les différents courants de la sociologie européenne contemporaine dans leurs expérimentations, leurs tentatives interdisciplinaires et leurs hypothèses de travail sont redevables à la pensée de Marx et aux concepts marxistes qui survivent malgré tout ce qu'on peut lire et en dire depuis la chute du mur de Berlin. C'est toute l'inventivité de la tradition sociale-démocrate qui se trouve ici en cause, sa capacité à produire du sens au-delà de celui admis et en acte dans la gestion du quotidien. Un sens balisant un ensemble de représentations partagées, lui aussi moteur du changement social. Patrick Viveret : « Le modèle occidental, en rédui-

sant la plupart des activités humaines à leur seule dimension économique, se trouve incapable de répondre aux nouveaux défis de cette quête du sens. S'il ne se renouvelle pas en profondeur, il aura à faire face aux formes les plus régressives et dangereuses de cette recherche : intégrisme religieux, exacerbation des nationalismes, développements de sectes et fuite dans les drogues de toutes natures¹.» De cette *Weltanschauung*, on n'expurge pas l'apport marxiste comme s'il s'agissait d'une quelconque dérive honteuse sans rapport aucun avec la tradition critique de la philosophie des lumières aujourd'hui attaquée de toutes parts, notamment par le retour du religieux évoqué par Patrick Viveret. Au-delà de la revendication d'une tradition et de ses filiations, la nécessité d'un repérage rigoureux d'une éthique fait aujourd'hui cruellement défaut. Née aussi d'une réaction morale, la social-démocratie doit nécessairement remettre en chantier de grandes exigences conformes à ses responsabilités historiques. Nous y reviendrons. Résumons : Comme conception de gouvernement, la social-démocratie privilégie la négociation et le dépassement contractuel des contradictions sociales. A ce titre, elle ne constitue pas une « politique » à proprement parler, mais une méthode caractérisée par une structure institutionnelle et des principes de fonctionnement. Des principes qui ne sont pas extérieurs à la pratique quotidienne et une méthode qui ne précède pas l'action comme un ensemble de règles auxquelles se conformer en tous lieux et tous temps. Disons une méthode qui s'abolit dans l'automouvement du contenu à l'écoute de réadaptations qu'appelle néces-

1. *Convaincre* : 266, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

sairement toute politique en devenir conformément aux finalités de son « projet ». « Nous devons entendre pousser l'herbe », disait Marx. Ainsi confrontés à la réalité des contraintes gouvernementales, la plupart des partis sociaux-démocrates européens se sont posé à un moment donné de leur histoire cette vraie question : celle de l'horizon historique de leur pratique quotidienne.

Qu'est-ce qu'un parti de gouvernement ? Sans forcément répondre positivement et pour l'éternité, mais en posant rigoureusement l'interrogation, nombreux malentendus se dissiperaient d'eux-mêmes, épargnant ainsi non seulement au PS mais à la classe politique française tout entière des poussées de fièvre politicienne qui régulièrement occultent les vraies questions.

Un autre principe fondateur de la social-démocratie peut être résumé de cette façon : pas de développement économique sans démocratie, la démocratie comme facteur de développement... Ce principe ne vaut pas seulement pour les pays développés et ne peut durablement valoir s'il n'est pas partagé par d'autres. La position qui consisterait à défendre les droits démocratiques chez soi tout en se résignant à leurs violations commises ailleurs n'est pas tenable. Mais avant même de revendiquer un devoir d'ingérence, cette défense tous azimuts des droits démocratiques passe aussi par la mise en place de nouvelles relations internationales économiquement moins déséquilibrées. Les termes de l'échange Nord-Sud ne cessent de se dégrader, les pays riches devenant toujours plus riches et les pauvres plus pauvres. En tombant, le mur de Berlin ruine la logique bipolaire de guerre froide qui a régi les relations Est-Ouest pendant plus de quarante ans. Mais paradoxalement, nouvelle

ruse de l'histoire, cette chute rend désormais plus probable l'éclatement de conflits régionaux, et pas seulement au Proche-Orient mais, partout où pré-existent des foyers de tensions et des situations d'injustice. Ces foyers se révèlent d'autant plus propices à un affrontement armé toujours possible qu'ils se développent dans des contextes économiques le plus souvent très défavorisés, pour ne pas dire catastrophiques. Qui n'est pas prêt à tous les sacrifices lorsqu'il n'a plus rien à perdre ? Cette situation rend plus que jamais pertinente et urgente l'élaboration d'un ordre international tenant compte en premier lieu des exclus et des déshérités. Un nouvel ordre international qui doit rompre la solitude du tiers monde. Une solitude inadmissible... C'est notre espoir.

2. La solitude du tiers monde

Tyrannies

Jean Jaurès fait ce récit : « Je fus saisi, un soir d'hiver, dans la ville immense, d'une sorte d'épouvante sociale. Il me semblait que les milliers et milliers d'hommes qui passaient sans se connaître, foule innombrable de fantômes solitaires, étaient dénués de tous liens. Et je me demandais avec une sorte de terreur impersonnelle comment tous ces êtres acceptaient l'inégale répartition des biens et des maux, et comment l'énorme structure sociale ne tombait pas en dissolution. Je ne leur voyais pas de chaînes aux mains et aux pieds, et je disais : "Par quel prodige ces milliers d'individus souffrants et dépouillés subissent-ils tout ce qui est ?..." La chaîne était au cœur, la pen-

sée était liée, la vie avait empreint ses formes dans les esprits, l'habitude les avait fixées. Le système social avait façonné ces hommes, il était en eux, il était en quelque façon devenu leur substance même, ils ne se révoltaient pas contre la réalité parce qu'ils se confondaient avec elle. Cet homme qui passait en grelottant aurait jugé sans doute moins insensé et moins difficile de prendre dans ses deux mains toutes les pierres du grand Paris pour se construire une maison que de confondre le système social, énorme, accablant et protecteur, où il avait, en quelque coin, son gîte d'habitude et de misère ¹. »

En Occident le capital a homogénéisé les consciences. Aujourd'hui, la réification est presque achevée. Le processus d'unification symbolique entrevu par Jaurès approche de son terme. Le travailleur est de plus en plus réduit à sa pure fonction marchande. Son individualité consiste dans le fait d'être typique.

Les chapitres précédents analysent partiellement les complexes et multiples mécanismes de cette *aliénation*. Marx, dans sa langue originale, utilise le terme plus précis de *Entfremdung* (devenir étranger à soi-même) ; Lukacs, lui, parle de *réification* ou de *choséification* (*Verdinglichung*, la conscience devient chose). Quel que soit le nom qu'on lui donne, le processus est mystérieux : l'homme se perd dans et par les œuvres qu'il crée... alors que ces œuvres justement sont le seul moyen dont il dispose pour concrétiser sa liberté.

Cet empire de la conscience homogénéisée s'étend désormais au monde entier. La plupart des classes dirigeantes de l'Afrique

1. In M. Bataille, *Demain Jaurès*, éd. Pygmalion, Paris, 1977, p. 39.

contemporaine, de l'Amérique latine et d'une grande partie de l'Asie vivent dramatiquement le règne de la marchandise, subissent l'aliénation, la perte d'identité, la choséification de leur conscience. Leurs modes de pensée, leurs coutumes vestimentaires, alimentaires, sexuelles, leurs habitudes de consommation, d'habitation, leur langage politique, tout dénote une furieuse volonté d'imitation, de reproduction des « valeurs » de la métropole.

Les significations et valeurs autochtones, les structures familiales, les solidarités claniques, les cosmogonies communautaires, les conduites qu'elles génèrent sont mutilées, perverties, discréditées. La culture traditionnelle est niée, noyée dans la culture imitative, son oubli organisé. La violence de la culture métropolitaine intériorisée agit par de multiples façons : le jugement de goût, le jugement intellectuel, le raisonnement normatif.

Aujourd'hui, dans de nombreuses sociétés du tiers monde, les cultures métropolitaines sont le modèle d'un modèle. Elles sont absolutistes. Là où elles sont intériorisées par la classe dirigeante néocoloniale, les cultures métropolitaines répriment les valeurs autochtones. Les programmes scolaires importés refoulent, détruisent les mécanismes de la transmission initiatique du savoir. Des cliniques modernes, une pharmacopée inadaptée, ruineuse, discréditent les fonctions cognitives, thérapeutiques des médecines traditionnelles. Les exemples de répression, d'automutilation sont innombrables.

Le capitalisme périphérique, aux modes de consommation (matérielles et symboliques) imitatives, ravage aujourd'hui la majeure partie de l'Afrique maghrébine, noire et australe.

Antonio Gramsci : « Il n'y a pas de prise de pouvoir politique sans prise préalable du pouvoir culturel. » Et Henri Lefebvre et Norbert Guterman constatent : « Dépendance et aliénation sont sœurs ¹. » La libération économique, politique, militaire d'un peuple du tiers monde, la renaissance de son identité culturelle singulière ne peuvent se concrétiser que par la rupture radicale avec la culture allogène dominante. Ou bien un peuple du tiers monde réussit à conserver, ressusciter, réinterpréter, transformer sa culture ancestrale autochtone, ou bien il disparaît comme sujet autonome de l'histoire. La victoire des vaincus a besoin d'être organisée. La bataille pour l'instant est indécise.

De quelles *stratégies* disposent ces peuples pour rompre l'aliénation, conquérir leur autonomie, imposer leur singularité ?

Quelle valeur faut-il attribuer aux valeurs de la tradition ? Quels rapports existe-t-il entre les avant-gardes et la culture traditionnelle ? Comment s'exerce la conservation des valeurs autochtones ? Faut-il les préserver à tout prix ? Faut-il les ressusciter, garder, protéger toutes ? Ou faut-il, au contraire, en rejeter certaines ? Lesquelles sont dignes de protection ? Quelles autres faut-il combattre ?

Pour la bataille contre la conscience homogénéisée et mondialisée, contre l'aliénation, la perte d'identité, l'assujettissement de l'esprit à l'ordre planétaire du capital, le recours à Marx paraît indispensable. Les intellectuels, notamment africains, qui aujourd'hui mènent ce combat se réclament d'ailleurs presque tous de cette arme que

1. Henri Lefebvre, Norbert Guterman, *La Conscience mythifiée*, Le Sycomore, Paris, 1979.

Dominique-Antoine Grisoni appelle le « marxisme de résistance ».

Voyons de plus près les conditions actuelles concrètes de cette lutte.

La force morale d'un peuple, sa capacité d'indignation, son désir d'être libre sont pareils au volcan Monotombo du Nicaragua : longtemps endormi, supportant comme par indifférence le poids des rocs qui l'étouffent, il se réveille brusquement, projetant vers le ciel les flammes de son refus.

Les trois dernières années (1988-1990) ont bouleversé le visage de l'Europe et d'une bonne partie du monde. En Europe de l'Est, les régimes terroristes et corrompus se sont effondrés comme bâtisses vermoulues. Les peuples hongrois, roumain, bulgare, polonais, est-allemand, tchèque, morave, slovaque, bohème, slovène, croate, albanais, estonien, lituanien, letton se sont soulevés contre l'injustice, l'oppression, le mensonge. Leur victoire rend l'espoir aux peuples asservis d'Afrique.

Parmi tous les régimes mercenaires de l'empire colonial soviétique, celui d'Allemagne de l'Est semblait le plus solide : il s'est effrité en quelques mois. Miracle du courage humain, mystère de la liberté libérée : lundi 9 octobre 1989, à Leipzig, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'adolescents manifestent sur le Ring, le grand boulevard périphérique qui entoure l'antique centre de la métropole saxonne ; dans leurs uniformes verts des centaines de Vopos¹, leurs chiens en laisse, la mitrailleuse prête au massacre, occupent les trottoirs.

Dans le crépuscule gris et rose, des centaines de milliers de voix scandent : « Nous sommes le peuple. » Les Vopos restent

1. « Vopo » : *Volks-Polizei* (police du peuple), la principale force de répression intérieure publique du régime.

cloués sur place. Terrorisés. Le cortège passe. D'autres manifestations populaires déferlent sur d'autres villes.

18 octobre : après dix-neuf ans de pouvoir absolu, le secrétaire général du SED, Erich Honnecker, est destitué par ses complices au profit d'un autre apparatchick, Egon Krenz¹. 4 novembre : un million d'Allemands de l'Est défilent à Berlin-Est. En silence, une bougie à la main.

Trois jours plus tard, le gouvernement de la RDA démissionne. 9 novembre : dans les premières heures d'une aube pluvieuse, le mur, frontière occidentale de l'Empire soviétique, cède sous les pioches, les buttoirs des citoyens. La voie est libre pour la résurrection des cinq Laender de la partie orientale du pays et la réunification de la nation allemande.

Les peuples africains sont d'une extraordinaire mobilité émotive, intellectuelle. Ils vivent majoritairement dans des sociétés de tradition orale. L'oralité est pour eux le moyen de communication par excellence. La radio est écoutée en permanence partout en Afrique. Les villageois de la brousse la plus reculée, les paysans isolés dans leur Savane écoutent la radio. Des millions d'Africains ont ainsi vécu en direct la révolte de Timisoara, connu dans l'instant même l'écroulement du mur de Berlin, participé, contemporains passionnés, aux cortèges de Leipzig, au procès Ceausescu, à la fin lamentable de Jivkov. Ils ont assisté en direct à la disparition du cauchemar sanglant à l'Est. Comme des lames de fond, successives, irrésistibles, les émotions collectives, libératrices d'Europe ont battu les récifs et les côtes du continent africain.

1. Egon Krenz est le responsable du bureau politique du SED, de la police secrète, des services de sécurité et des réseaux d'espionnage.

J'insiste : l'effondrement des tyrannies d'Europe orientale, la désintégration du despotisme soviétique ont fait lever un espoir immense en Afrique. La Stasi, la plus violente, la plus crainte parmi les polices de l'Est, avait été active en Afrique pendant plus de vingt ans : au Zaïre, au Mali, en Éthiopie, en Angola, e.a. elle avait enseigné aux potentats locaux comment faire « disparaître » des dissidents et « parler » les prisonniers les plus courageux, briser les opposants les plus déterminés¹. Entre le régime roumain de Ceaucescu et celui de Mobutu au Zaïre, les différences sont infimes.

L'arrogance dans le mensonge, le cynisme érigé en vertu de gouvernement, la cruauté raffinée dans la répression de toute opinion discordante S de Hassan II, roi du Maroc, de Mobutu, Bongo ou Arap Moï n'ont rien à envier à la mégalomanie, la cruauté, le mépris du peuple que pratiquaient durant trente ans Jivkov en Bulgarie, Enver Hodja puis Ramiz Alla en Albanie, Honnecker en RDA.

Les tueurs de la Stasi mis hors service, leurs collègues de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie et d'ailleurs réduits au chômage, les bureaucrates des différents partis uniques envoyés à la retraite, les Africains ne doutaient pas que, chez eux aussi, la fin des tyrannies était proche.

1. Stasi : *Staats-Sicherheit* (sécurité de l'État), comportant la police secrète, les services d'espionnage et de renseignements intérieurs et extérieurs et environ un million d'informateurs dans toute la RDA (18 millions d'habitants).

2. Il existe au royaume chérifien une opposition de cour, choyée, « consultée », admise : l'UFSP, les communistes et quelques autres formations la constituent.

Cf. aussi Gilles Perrault, *Notre ami le roi*, Gallimard, 1990.

Les 9, 10 et 11 mai 1990, les étudiants zairois se révoltèrent à Lumumbashi. Peu après, au cœur du centre pétrolier du Gabon, à Port-Gentil, les ouvriers, étudiants s'insurgèrent contre la prévarication permanente et le pillage des biens publics pratiqué par le régime d'Omar Bongo. A Treichville (Côte-d'Ivoire), des cortèges d'étudiants et de chômeurs scandèrent : « Houphouët est notre Ceaucescu. » Décembre 1990 : une grève générale eut lieu au Maroc. Au Burkina-Fasso, à Ouagadougou et Bobodialasso, les collégiens envahirent les rues, réclamant la démission de l'assassin de Thomas Sankara, le capitaine Blaise Compaôre.

Or, aucune de ces insurrections, aucune de ces grèves, manifestations et protestations de masse n'aboutit. La démocratie, la liberté font leurs premiers pas trébuchants à l'Est. Au Sud, les tyrannies résistent : assisté de ses conseillers israéliens et français, le maréchal Mobutu maîtrisa la crise ; les tueurs de la garde présidentielle, amenés par avions spéciaux au Shaba, égorgèrent sélectivement les leaders des étudiants contestataires. A Port-Gentil, quadrillé par les parachutistes français, la révolte populaire fut noyée dans le sang. De même à Treichville. Au Burkina-Fasso, Blaise Compaôre fit mourir sous la torture, fusiller les quelques militaires, syndicalistes, collégiens imprudents. Au Maroc, Hassan II et sa police secrète maîtrisèrent sans problème une grève générale qui avait pris l'allure d'une émeute des gueux. 110 morts — des chômeurs, des adolescents sous-alimentés pour la plupart — dans la seule ville de Fès. Les bagnes de Kelaa-M'Gouna, à 100 kilomètres de Ouarzazate, de Derb-Moulay-Chérif, en plein Casablanca, de Tazmamart, « le mouiroir de l'Atlas »¹ où dans des

1. Appellation populaire du bague de Tazmamart.

cachés souterrains agonisent depuis des années des dizaines de jeunes qui ne voient jamais la lumière du jour, reçoivent chacun des nouvelles cargaisons de prisonniers. La plupart de ces adolescents sont condamnés à 10 ans et plus.

Périodiquement, l'empire néo-colonial français donne de fastueuses fêtes de cour pour ses vassaux arabes et noirs. Le président de la République convoque ses satrapes africains à une grande messe appelée sommet franco-africain. Ces étranges rituels se déroulent soit dans une ville d'eaux de la métropole, soit dans l'une ou l'autre des capitales africaines distinguée par le souverain. La dernière en date de ces cérémonies impériales, eut lieu les 10, 11 et 12 juin 1990 à La Baule. On y traita du danger démocratique en Afrique, des assauts inquiétants de la liberté. François Mitterrand conseilla à ses vassaux de renoncer publiquement au monopartisme et d'organiser des élections. Félix Houphouët-Boigny, Omar Bongo et quelques autres convoquèrent donc des « élections libres et générales ». Ils prirent soin de bourrer les urnes avant l'ouverture du scrutin. Sage précaution. Ces potentats furent réélus par 75, voire 93 % des voix.

Mais sous les cendres, dans les cachots et le silence, le feu couve. Je trouve dans les insurrections européennes victorieuses, dans les résistances africaines téméraires et inabouties la confirmation de l'espoir des étudiants martyrs de Lumumbashi.

A l'aube du 20 septembre 1792, dans les champs trempés de pluie et sur les collines environnant le petit village de Valmy, dans la vallée de la Marne, les soldats révolutionnaires commandés par Dumouriez et Kellermann observent les rangs supérieurement équipés, interminables, de l'armée du

duc de Brunswick. L'Europe réactionnaire, anti-républicaine, mobilisée par les exilés français, conduite par les maréchaux prussiens et autrichiens s'apprête à envahir la France. Il s'agit de venger l'affront d'août 1792, d'écraser une révolution qui, de l'Atlantique aux plaines hongroises, fait lever l'espoir des peuples asservis.

Une canonnade, le tonnerre roulant des obus et, sorti de dizaines de milliers de gorges, un cri : « Vive la nation ! » Les gueux de Dumouriez et Kellermann, aux uniformes en loques, à l'armement hétéroclite, brisent en un matin la vague vengeresse de l'Europe coalisée. Sur une crête, derrière les lignes prussiennes, allemandes, un homme de quarante-cinq ans, voûté, aux tempes grisonnantes, aux yeux fiévreux, ministre du duché de Weimar, observe la scène. Derrière lui, se tient son domestique qui, quelques instants auparavant, l'a porté dans ses bras à travers les chemins inondés. Goethe est souffrant, mais lucide. Dans son carnet, il note : « De ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde. » Plus tard, parlant à son ami Eckermann, il dira : « Les soldats français auraient pu crier : "Vive toutes les nations" !... Voilà le sens caché de leur cri. »

L'économie dite de « commandement », l'économie planifiée à outrance, la prévarication, la corruption constante pratiquée par les détenteurs du pouvoir policier, l'absence totale de démocratie, donc de motivation et d'initiative personnelles sont responsables de l'absolu délabrement des sociétés d'Europe de l'Est.

Aliénation culturelle profonde et douloureuse provoquée par l'imposition forcée d'une idéologie d'État incantatoire et débilitante. Chômage, misère, perte totale de tout sens d'un destin collectif. Système clos

provoquant la claustrophobie et le désespoir. Tous ces ravages ont été infligés au moyen du terrorisme d'État par une petite minorité de militants dévoyés à des vieilles et riches sociétés européennes. Pour les peuples d'Europe orientale le pouvoir colonial soviétique, ses satrapes locaux ont été avant tout une mutilation culturelle, une privation d'histoire.

Les insurrections, grèves, manifestations et cortèges libérateurs de ces 24 derniers mois ne légitiment pas l'ordre capitaliste et marchand d'Occident. Ce n'est pas pour instaurer le « marché libre » avec son inévitable cortège de Bantoustans, de famines, d'humiliations et de refus racistes que les ouvriers de Gdansk ont affronté les blindés ornés de l'étoile de sang. La jungle capitaliste ne fait rêver que les imbéciles. Les intraitables dissidents de Prague, les paisibles révolutionnaires de Leipzig ont affronté la prison, parfois la mort pour une cause et une mémoire autrement plus solides : la nation, sa résurrection.

Blaise Pascal : « L'homme est un néant, capable de Dieu. » Par « Dieu », il faut entendre responsabilité personnelle, éveil de conscience, raison, amour, libre choix. Avec la force du torrent, ces désirs ancestraux brusquement éveillés font irruption en Europe de l'Est, détruisant dans ses fondements l'ordre impérial soviétique.

C'est donc dans leurs cultures autochtones, leurs identités collectives, leurs traditions ancestrales que les peuples opprimés puisent aujourd'hui leur courage d'être libres. Ce à quoi, fascinés, nous assistons depuis deux ans, c'est la révolte de la nation contre l'Empire, de l'homme contre la bête.

Reste à expliquer un paradoxe : au moment où dans la partie orientale de notre continent les peuples s'acharnent à reconstituer leurs identités nationales singulières — les

forces nationalistes centrifuges s'apprêtent à démanteler les États plurinationaux de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, exigeant le retour aux entités ethniques, linguistiques originelles —, les États nationaux d'Occident se dépouillent volontairement de leurs droits de souveraineté. Voltaire : « La nation est un groupe d'hommes établis sur un territoire défini, qui forme une communauté politique et se caractérise par la conscience de son unité et de sa volonté de vivre en commun ; personne juridique constituée par l'ensemble des individus composant un État, mais distincte de celui-ci, elle est titulaire du droit subjectif de souveraineté¹. »

Le paradoxe n'est qu'apparent : les peuples d'Europe occidentale ayant pendant des générations vécu librement l'exaltante aventure du contrôle territorial, de la communauté politique, de la conscience d'unité, de la souveraineté d'État et de la volonté de vivre en commun décident aujourd'hui de construire — sur des bases institutionnelles originales — une communauté économique, politique, sociale, culturelle plus vaste, devant permettre l'épanouissement d'un projet démocratique durable, à l'abri des conflits fratricides entre nations. Les peuples de l'Est en revanche, fraîchement sortis de la nuit totalitaire et profondément mutilés dans leurs identités éprouvent un besoin différent : celui de retrouver, chacun pour soi, leurs racines ancestrales, les sources de leur singularité.

Et le tiers monde ? Le combat pour leur identité singulière et la lutte contre la séculaire aliénation menés par les peuples du

1. Voltaire, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, Éditions Garnier, collection « Classiques Garnier », Paris, 1982.

tiers monde, rencontrent aujourd'hui des obstacles inédits.

La situation est particulièrement dramatique pour les peuples négro-africains.

Quelques repères : 382 millions d'hommes, de femmes, d'enfants vivent dans les 46 pays au sud du Sahara (derniers chiffres solides : ceux de l'Annuaire démographique des Nations unies de 1983, portant sur 1982), 116 millions habitant les 5 pays d'Afrique maghrébine et du Nord. Or, plus de 5 millions d'Africains noirs sont, en 1991, enregistrés par le Haut-Commissariat des Nations unies comme des réfugiés politiques au sens des conventions internationales. Parqués dans des camps ou laissés à eux-mêmes, ces réfugiés sont les victimes des guerres civiles, massacres prémédités, génocides raciaux et conflits les plus variés. Exemple : des centaines de milliers de pasteurs, de paysans, de citoyens érythréens fuyant les bombes à fragmentation, le napalm de l'aviation éthiopienne, croupissent dans les camps du Soudan oriental. Au Mozambique, une organisation terroriste appelée *Renamo*, financée par l'Afrique du Sud et, curieusement, jusqu'à récemment par les services secrets allemands, ravage les villages de l'Est, du Nord, chassant des centaines de milliers de survivants, souvent estropiés, traumatisés, vers le Malawi, le Swaziland, le Zimbabwe. Au Soudan méridional et forestier, une guerre civile effroyable, dressant les peuples dinka, shilluk, nuer contre les dominateurs arabes et nubiens du Nord, dure depuis 1955 ; elle jette sur les routes des cortèges de réfugiés sous-alimentés, agonisants. Le Burundi : la minorité régnante tutsi (18 % de la population), mue par une haine raciale aveugle, décime depuis 1972, périodiquement, ses compatriotes hutu (surtout les scolarisés) ; périodiquement, les rescapés de ces mas-

sacres se réfugient au Ruanda, en Tanzanie, plus rarement au Zaïre.

1990 : les Kourous, ethnie du président assassiné (et assassin) Samuel Doe, fuient leurs terres du Liberia, pourchassés par la soldatesque de Taylor, de Prince, vers les terres voisines (également habitées par des Kourous) de Côte-d'Ivoire.

Au Tchad, les seigneurs de la guerre, tous issus du Tibesti, se chassent au pouvoir à N'Djamena. Décembre 1990, dernier bouleversement en date : Idriss Déby et ses bandes armées chassent de N'Djamena les Gorans de Hissène Habré ; ce dernier était arrivé au pouvoir huit ans auparavant en écrasant Goukouni Ouéddeï, fils du Derdeï des Toubous¹. Les victimes ? Avec une belle régularité, ce sont les populations noires du Sud, les Sara avant tout, qui souffrent, sont massacrées, se réfugient au Cameroun, en République centrafricaine.

Au Ruanda, depuis 1962, le Parmehutu triomphe. Conséquences : plusieurs centaines de milliers de Tutsi survivants prennent les pistes pour l'Ouganda. Octobre 1990 : leurs fils, armés par Museweni, tentent de reprendre les terres perdues, mais s'enlisent dans la guérilla au nord du pays.

Au Niger, au Mali, un million et demi de Touaregs subissent la répression sanglante, la persécution raciste des Négro-Africains au pouvoir ; dès 1989, la guerre de guérilla enflamme l'Adrar des Iforas.

La moitié de tous les réfugiés politiques de la planète reconnus comme tels par les conventions des Nations unies se trouve aujourd'hui en Afrique noire.

1. Les trois seigneurs de guerre sont tous issus des immensités rocheuses et désertiques du Nord : Hissène Habré est un Gorane de l'ethnie Amakaze, tandis qu'Idriss — Gorane lui aussi — appartient à la branche Zaghawa. (Cf. Omar Nasser, « Tchad », in *Le Nouvel Afrique-Asie*, Paris, numéro de janvier 1991, p. 16.)

Victimes au cours des siècles d'effroyables cataclysmes, les peuples négro-africains sont aujourd'hui les plus mobiles de la planète : de 1526 (date de l'établissement de la vice-royauté à Sao Salvador de Bahia par Tomas de Souza) jusqu'en 1888 (décret de l'abolition de l'esclavage signé par la princesse Isabelle du Brésil), plus de 20 millions d'hommes, d'enfants, de femmes ont été arrachés à leurs foyers, déportés au-delà des mers par les esclavagistes européens, arabes. Combien de migrants aujourd'hui ? Une étude exhaustive du principal spécialiste pour les migrations interafricaines de l'Organisation internationale du travail répond : « Sur la base d'un rapport assez grossier, mais communément admis, entre réfugiés et total des migrants estimé, compris entre un et six ou un et sept, on peut, à partir d'un chiffre de 5 millions de réfugiés, supposer que le nombre total des migrants est de six à sept fois plus élevé ¹. »

Aux persécutés politiques, il faut donc ajouter environ 35 millions d'hommes, de femmes, réfugiés de la misère, de la faim, du chômage permanent, rescapés des sécheresses récurrentes, des cataclysmes naturels successifs. Ces migrants s'agglutinent aux abords des grandes villes : Abidjan, Lomé, Kampala, Dar-es-Salam, Nairobi, Mombassa, Dakar, Khartoum, e.a. Leurs configurations sociales sont multiples : travailleurs migrants traditionnels, Mossi (plus d'un million) quittant les hauts plateaux centraux du Burkina pour les plantations de cacao de la forêt ivoirienne, ghanéenne. Ouvriers surexploités noirs de Gaza (Mozambique méridional) qui cherchent une survie pour eux et leurs familles dans les mines d'uranium ou d'or du Rand et du Transvaal. Les exemples sont multiples.

1. Sergio Ricca, *Migrations internationales en Afrique*, éd. L'Harmattan, Paris, 1990.

Plus de 10 % de toute la population d'Afrique noire est aujourd'hui sur les routes, hommes et femmes arrachés à leurs foyers, privés de leurs droits politiques et de la plus élémentaire protection sociale.

Que fait l'Europe, riche, puissante, capitaliste, marchande, constellée de laboratoires de recherche, d'industries rationalisées, de systèmes de communication intégrés, regorgeant de capitaux, hérissée de technologies ¹ ? Elle s'unifie... et se barricade ! En son sein naît un monstre : l'ethnocentrisme. C'est vers cette Europe que tentent de se diriger tout naturellement les millions de migrants noirs (mais aussi maghrébins, asiatiques) qui, sur leur continent d'origine, ne trouvent ni substance, ni espoir de survie. Ils buttent sur des barbelés, des murailles de flics protégeant un continent désormais réservé aux Blancs.

Depuis les premiers accords fondateurs de Rome (1957), c'est au son des trompettes, sous les lumières des télévisions et de l'autosatisfaction bruyante, que s'annonce chaque nouvelle œuvre contractuelle, chaque nouvelle étape de la progressive unification de l'Europe.

La déconnexion

7 400 eurocrates s'affairent au quartier général de la CEE, la sinistre caserne de verre et de béton à Berlaymont, au cœur ravagé du vieux Bruxelles. En 1989, ils ont publié plus de 3 400 décrets, décisions, ordonnances, *findings* allant des règle-

1. En 1989, les douze pays de la CEE et les six de l'AELE ont produit ensemble 42 % de tous les biens de la planète.

ments portant sur les normes de qualité admises du papier toilette à la définition de la « sangria authentique » jusqu'à l'utilisation des emballages de plastique (81 articles de règlements) sur le territoire des États membres de la CEE¹.

Mais c'est dans le silence, la discrétion extrême, la honte nocturne que se sont conclus les accords dits de Schengen². Ils sont au fondement de l'Europe policière. Ouverture des frontières, libre passage, puis abolition graduelle des postes de douanes ? Oui pour les Blancs, les chrétiens, les Européens. Mais refoulement, visa exigé et rarement accordé, humiliations et contrôles pour les hommes et les femmes faméliques, au teint basané, à l'accent incertain, à la foi étrangère.

Quelle formidable régression ! Même la paisible Confédération helvétique, faite de quatre peuples différents et longtemps un modèle d'ouverture sur le monde qui, seul parmi les 18 pays industriels de l'OCDE, réalise, année après année, un bilan commercial excédentaire avec les 122 pays du tiers monde, introduit dès janvier 1991 l'obligation du visa pour les ressortissants maghrébins. Quant aux Négro-Africains — rassurez-vous ! — il y a longtemps déjà qu'ils n'obtiennent plus ni droit d'entrée libre ni permis de travail en Suisse.

Voyez le drame du migrant soninké du haut-fleuve du Sénégal, du chômeur kabyle, du crève-la-faim marocain qui, en 1991, chercherait son salut sur une chaîne de montage de Nanterre, de Düsseldorf, de Twickenham ou de Barcelone ! Refoulement quasi automatique, insultes souvent.

1. Pour les exemples, cf. David Brooks, « How to stop worrying and love the EC » in *The Wallstreet Journal*, numéro des 14 et 15 décembre 1990.

2. Accords du 14 juin 1985 concernant « les trafiquants de drogue, les terroristes, les demandeurs d'asile et les migrants ».

Le système intégré transnational des ordinateurs des polices des frontières fonctionne sans accroc. La répression de l'immigration extra-européenne est une grande et noble conquête de la CEE, de l'AELE.

Racisme ? Non¹. Tout eurocrate imbu de sa mission vous l'expliquera : protection égoïste et légitime des richesses acquises au cours de quatre siècles de rapines coloniales, saine refus d'en partager les fruits avec ces millions de gueux venus du Sud. En même temps — glorieuse conséquence de la persistance du système néocolonial asservissant l'Afrique — des dizaines de milliers d'Européens, qualifiés ou non, travaillent, acquièrent leurs revenus en Côte-d'Ivoire, au Maroc, au Sénégal, au Gabon, au Zimbabwe, en Zambie, au Zaïre. Réciprocité ? Aucune. Discrimination ? Toujours.

Roger Bastide parle du « savoir savoureux » qui se transmet par la rencontre singulière entre des êtres d'expérience, de culture, de mémoire différentes. À côté et en dessous de la culture savante, il existe — puissant comme un fleuve souterrain — la culture populaire. Elle se constitue par métissage, par mélange des peuples, par échanges contingents, conjoncturels, imprévisibles, des perceptions infraconceptuelles de chacun.

Eh bien, mes amis ! Tout cela est maintenant terminé. Les regards, les intonations, les spermatozoïdes et les mémoires d'Afrique et de l'Europe ne se mélangeront plus — ou alors que par accident. Comme au début du crétacé, il y a plus de 130 millions d'années, les continents aujourd'hui s'éloignent les

1. Sur le concept de racisme, la conduite raciste, voir nos pages 93 et ss.

uns des autres¹. Les eurocrates de Bruxelles, leurs complices dans les chancelleries des États membres de la CEE, de l'AELE, la rationalité marchande, l'abyssal égoïsme des Blancs, européens et riches en ont ainsi décidé. Je sais : l'Europe en 1991 cherche, et partiellement, trouve son identité singulière perdue. Elle reconstitue l'homogénéité d'une conscience collective longtemps fractionnée. Jamais depuis les croisades, l'Europe n'a connu une telle soif d'identité. Mais en 1187, il y avait, face aux Croisés, un extraordinaire Kurde, natif du village de Tikrit, sur le Haut-Tigris, en Mésopotamie : Saladin el-Ayoub, vainqueur des chrétiens à Jérusalem. Derrière lui, autour de lui, des classes savantes, des politiques de haute culture, unies dans un projet commun. Le sultan kurde incarnait une civilisation scientifique, technologique, philosophique largement supérieure à celle de ses frustrés adversaires francs. Le monde de Saladin s'imposait comme un contre-pouvoir, une résistance victorieuse, un foyer autonome et rayonnant de culture face à l'Europe coalisée et sa revendication bruyante de domination universelle².

1. Les premières grandes séparations ont été celles provoquées par l'apparition des océans Atlantique du Sud et du Nord. Elles n'ont pas été synchroniques. L'Afrique s'est éloignée de l'Amérique du Sud il y a 130 millions d'années environ. L'Europe a été séparée de l'Amérique du Nord par les flots nouvellement apparus de l'Atlantique Nord, vingt millions d'années plus tard.

2. Les sultans ayoubides, (Saladin, Chirkuh, c.a.) régnant au XIII^e siècle sur l'Égypte, la Mésopotamie, la Palestine, la Syrie ne sont évidemment pas le seul exemple d'un contre-pouvoir périphérique efficace, dressé face aux prétentions universalistes européennes. Un exemple précédent tout aussi parlant est fourni par la dynastie sunnite, abbasside de Bagdad. Au tournant du IX^e siècle, Bagdad était de loin la capitale la plus prestigieuse, la plus riche, la plus rayon-

La situation, en notre fin de XX^e siècle, est tout autre : le tiers monde, et plus particulièrement l'Afrique et l'Orient arabe, est habité en sa quasi-totalité par des peuples en plein désarroi. Des pouvoirs fractionnés, fragiles, des discours éclatés, des consciences régionales antinomiques, des identités morcelées... rien qui permettrait de faire face avec succès à la croisade de la rationalité européenne triomphante.

Autre remarque : en janvier 1991, quelques milliers de négociateurs, parmi les plus compétents du monde, se réunissent au Palais des Nations à Genève pour la phase finale de ce qu'on appelle l'« Uruguay-round » : le GATT (*General agreement on tariff and trade*) est l'organisation mondiale intergouvernementale chargée de promouvoir à travers la planète l'échange le plus libre possible de services et de biens. Son but : éliminer autant que faire se peut les barrières douanières, les prescriptions de contingentement, etc., portant atteinte à la liberté de commerce la plus complète possible. En 1989, le volume total du commerce mondial (valeur monétaire de biens et services échangés) a dépassé les 3 000 milliards de dollars.

Or, au cours de l'« Uruguay-round » (ainsi nommé parce qu'il a été, des années auparavant, inauguré à Montevideo et Punta de l'Estre), les 122 pays du tiers monde ont subi une défaite sévère. Pour la première fois, les puissances industrielles — et avant tout la CEE — ont réussi à inclure dans le GATT — c'est-à-dire à rendre universelles

nante de culture et de science de tout le pourtour méditerranéen. Entre 803 (exécution de son vizir, le Barmakide Yahia) et 809 (date de sa propre mort) Haroun al-Rachid négocia, de puissance à puissance, une alliance avec Charlemagne contre ses concurrents, les émirs omayyades au pouvoir en Espagne.

les sanctions qui légitiment la validité de ces droits — les marques, les brevets, en bref : tous les biens découlant de la protection intellectuelle.

En d'autres termes : la domination scientifique, technologique, le contrôle du savoir problématique, du développement des biens scientifiques nouveaux, exercés par les centres de recherche, les universités, les laboratoires européens, américains, japonais sur les autres pays de la planète, se trouvent maintenant légitimés, codifiés, sanctionnés par la loi contractuelle internationale.

Il existe de multiples autres raisons à la dissolution graduelle des relations ancestrales entre l'Europe et l'Afrique. J'en cite quelques-unes dans le désordre.

Durant les décennies de 1960-1980, de très nombreuses industries européennes s'expatrièrent dans le tiers monde. Des zones franches naissaient : de l'île Maurice à Singapour, à l'Afrique du Sud et à la Gambie. C'étaient avant tout des installations industrielles produisant des biens (automobiles, machines à outils, etc.) relevant des technologies dites achevées, c'est-à-dire des produits qui n'étaient plus susceptibles d'amélioration, de transformations qualitatives. Restaient en Europe essentiellement les laboratoires, les centres de recherche, les industries de pointe, en bref : tout ce qui relève du savoir problématique.

La raison de ces transferts d'installations de production hors d'Europe était évidente : l'industrie allait là où les coûts de la main-d'œuvre (accessoirement la fiscalité) étaient les plus bas. Exemple : à Port-Louis (île Maurice) dans les secteurs primaire et secondaire, les femmes travaillent 55 heures par semaine en moyenne pour des salaires

trois fois inférieurs à ceux payés en Suisse ; l'horlogerie suisse y transportait donc un certain nombre de ces productions qui ne nécessitaient pas une main-d'œuvre qualifiée. De même pour le textile : en l'espace de moins d'une décennie, la très grande partie de l'industrie du textile saint-galloise (Suisse orientale), zurichoise émigrèrent en Corée du Sud. Volkswagen s'en allait au Brésil.

Aujourd'hui, le mouvement est inversé : les méthodes de rationalisation extrême, les nouvelles méthodes de gestion (gestion par ordinateurs de la chaîne de production presque complètement automatisée), utilisation de robots dans beaucoup de secteurs font que la main-d'œuvre humaine, son coût de revient n'entrent que pour une quantité négligeable dans le calcul des industriels. En revanche, les frais de transport intercontinentaux des biens produits augmentent. D'où rapatriement des installations de production en Europe¹.

Aucun des pays africains noirs — exception possible du Nigeria — n'a développé un marché de consommation interne digne de ce nom.

Autre raison encore à la distanciation rapide entre les continents. Les matières premières du tiers monde (excepté le pétrole et quelques rares matières minières) perdent rapidement de leur importance. Des matières de substitution naissent tous les jours. Le coton d'Égypte, du Tchad, du Nicaragua ? La fibre synthétique le remplace. En Suisse, depuis 1988, personne ne consomme plus de sucre de canne. L'excédent betteravier de la CEE est tel que, pra-

1. Cette évolution devient particulièrement évidente lorsqu'on consulte les numéros successifs — notamment à partir de 1985 — du *World development report*, publié annuellement par l'Oxford University Press pour le compte de la Banque mondiale.

tiquement, tous les consommateurs européens obtiennent du sucre de betterave à des prix frisant la gratuité. Et sans pis pour les économies exportatrices (souvent mono-productrices) de sucre de canne comme celles de Cuba, du Nicaragua, Honduras, Brésil...

Je n'oublierai jamais ma visite en 1986 à l'Exposition industrielle et agricole permanente de Yokohama : pratiquement toutes les matières premières agricoles africaines ou autres, tous les légumes, fleurs, céréales, etc., y sont cultivés hors sol en des volumes et des qualités tout à fait impressionnants¹.

Parler d'une domination des économies africaines par le capital étranger n'est plus guère pertinent aujourd'hui. Il y a bien sûr le problème effrayant du garrot de la dette, des ravages sociaux provoqués par l'ajustement structurel². Mais les capitaux étrangers ne s'investissent plus guère en Afrique noire (mis à part les secteurs pétrolier et minier du Gabon, du Nigeria, du Congo). Les investisseurs se désengagent. L'instabilité, le faible taux d'accumulation interne des économies africaines n'incite personne à des engagements dans les secteurs industriels, des services, des transports ou de la distribution. Depuis trois ans, le flux des capitaux allant du sud vers le nord est plus important que celui qui va d'Europe (d'Amérique, du Japon) vers l'Afrique.

Une étude attentive des bilans du commerce extérieur des 18 pays industriels de l'OCDE démontre que les volumes du

1. C'est Jean Ziegler qui parle.

2. Gilbert Blardonne, *Le Fonds monétaire international, l'ajustement et les coûts de l'homme*, éditions de la Caisse d'épargne, Paris, 1990 ; préface de Jacques Forster.

commerce avec l'Afrique subsaharienne baisse de façon parfois substantielle¹.

Cette diminution des échanges nord-sud n'est nullement compensée par une intensification des échanges sud-sud. En 1989, 5,6 % seulement du commerce extérieur des pays d'Afrique noire s'effectuait à l'intérieur du sous-continent.

En 1970, les pays industrialisés s'étaient engagés à augmenter en l'espace de dix ans leur contribution d'aide au développement jusqu'à une somme correspondant à 0,7 % de leur produit national brut. 1990 : la moyenne des contributions se situe à 0,35 %, soit la moitié des sommes promises. Et déjà les contributions stagnent ou même reculent de nouveau.

Raison invoquée ? La nécessaire construction de l'Europe. La stratégie définie par le sommet des chefs d'États de la CEE de novembre 1990 à Rome est ambitieuse : reconstruire les économies de l'Europe de l'Est ruinée par 40 ans de pouvoir totalitaire et de gestion inepte ; réunir en une zone d'intégration régionale les économies ainsi reconstruites ; affilier cette zone à l'AELE ; unir, dans un avenir indéterminé, l'ensemble des zones d'intégration périphériques à une CEE devenue communauté économique, politique continentale et supranationale. La première phase à elle seule coûtera à la CEE plusieurs centaines de milliards de dollars.

L'Afrique aujourd'hui s'éloigne comme un radeau dans la nuit vers un destin de nouvelle et radicale solitude.

Malgré quelques discours de circonstances tenus notamment par Jacques Delors, le

1. La régression est forte (depuis 1987) en ce qui concerne la RFA, un peu plus faible en ce qui concerne la Suisse.

dominateur européen se désintéresse du dominé noir. Où ira l'Afrique ? L'Europe, au fond d'elle-même, s'en fout.

Un soir d'été austral 1888, au « salon noble » du palais de la Praça 15 à Rio de Janeiro, la princesse Isabelle, régente, en l'absence de son père, de l'empire du Brésil, vient de signer le décret d'abolition de l'esclavage. Le général Rio Branco, adepte convaincu de la philosophie positiviste d'Auguste Comte, franc-maçon, lui demande, inquiet : « Que vont devenir toutes ces familles noires, tous ces esclaves libérés dans nos champs, nos mines, nos maisons ? » Isabelle, superbe, répond : « J'ai accompli mon devoir. J'obéis à la loi morale. » Autrement dit : que m'importe le destin de cette anonyme multitude d'êtres de couleur, de provenance, de croyance si totalement différentes des miennes !

A cent ans de distance, les eurocrates de Bruxelles ne raisonnent pas autrement.

Le racisme est le crime absolu, la forme définitive de la haine. Un Noir, un Arabe, un Juif, haïs parce que noirs, arabes, juifs ne peuvent échapper à la haine parce qu'ils ne peuvent cesser d'être — aux yeux du raciste et à leurs yeux propres — noirs, arabes, juifs. Il n'existe pas d'exclusion plus violente, plus achevée que l'exclusion raciste. Elle est la négation sans appel de l'humanité de l'autre. La victime est tout simplement exclue du champ des vivants, toutes similitudes avec son semblable lui étant déniée.

En 1971, dans la grande salle de l'UNESCO à Paris, Claude Lévi-Strauss fait un discours intitulé « Race et Culture ». Consternation dans l'auditoire. L'orateur suggère que le rejet violent de l'autre, le refus irrationnel du dialogue entre cultures — toutes conduites propres aux racistes — comporte, au cœur même de l'abjection, une semence

d'espoir : la séparation pourrait favoriser « l'affirmation créatrice de chaque identité ». Elle peut « représenter le prix à payer pour que les systèmes de valeurs de chaque famille spirituelle ou de chaque communauté se conservent, et trouvent dans leur propre fond les ressources nécessaires à leur renouvellement ¹. » La définition généralement admise du racisme est celle formulée par l'UNESCO : une doctrine qui prétend voir dans les caractères intellectuels et moraux attribués à un ensemble d'individus, de quelques façons qu'on le définisse, l'effet nécessaire d'un commun patrimoine génétique. C'est le racisme du nazi, de l'antisémite, de l'afrikaner d'Afrique du sud, du Ku-Klux-Klan, du fasciste de tous les temps.

Mais ce n'est pas de ce racisme-là que parle Lévi-Strauss. L'anthropologue parle de ce qu'il appelle « l'incommunicabilité volontaire, la discrimination qui se pratique par ignorance intentionnelle ». De quoi s'agit-il ? Tout homme qui n'est pas entièrement aliéné par la rationalité marchande reste attaché aux valeurs fondatrices, singulières de son identité, celles qu'il a reçues par sa socialisation. Dans certains cas cet attachement peut le rendre totalement aveugle aux valeurs d'autrui et donc le conduire — malgré un authentique amour de la vie, des êtres — à une conduite discriminatoire, proche de la conduite raciste.

Pour résister, la victime n'a alors plus qu'un seul recours ; plongeant au plus profond d'elle-même elle doit y déterrer les racines — historiques, culturelles — de son être

1. Claude Lévi-Strauss, « Race et culture » in *Le Regard éloigné*, éditions Plon, 1983, pp. 21 ss. ; l'auteur analyse lui-même l'effet de désarroi produit par sa conférence auprès du public de 1971, dans *Préface au Regard éloigné*, *op. cit.*, pp. 13 ss. du même. Cf. aussi : « Race et histoire » (publié in *Anthropologie structurale II*, chapitre 18).

singulier, ses valeurs autonomes, lui permettant de récupérer, puis d'affirmer son humanité agressée.

Entre l'Afrique et l'Europe, nous vivons le temps de la déconnexion, de la distanciation, de l'éloignement progressif des continents. Fermeture de l'Europe à l'immigration africaine, exclusion du projet culturel du métissage, effondrement des rapports commerciaux entre le Sud et le Nord, transfert des capitaux sud-nord au moyen du service écrasant d'une dette indécente, substitution par des produits de synthèse ou créés hors sol de la plupart des matières premières agricoles africaines. L'ordre du monde s'effondre.

Cet ordre était habité par l'inégalité : 16 % de la population du monde a, en 1988, consommé 63 % de tous les produits créés sur la planète.

C'était un ordre impérialiste, inégalitaire, souvent meurtrier fondé sur la domination de l'Occident, l'asservissement de l'Afrique. Mais cet ordre assurant néanmoins l'unité de la société planétaire, même si — dans les termes de Jean-Paul Sartre — il s'agissait d'une « unité négative ».

Aujourd'hui, la société planétaire se désagrège. Comme au crétacé débutant, il y a 130 millions d'années les continents s'éloignent les uns des autres : l'Amérique latine, l'Afrique, quelques archipels, presque îles et déserts d'Asie se détachent de l'Europe, de ses diasporas blanches d'Amérique septentrionales, du Pacifique, d'Afrique australe. Ou plutôt : ces contrées immensément peuplées du tiers monde sont repoussées, comme des radeaux nocturnes, par un continent européen qui, ayant recouvert son antique unité et la plénitude de sa puissance, ne s'intéresse désormais plus qu'à ses propres diasporas et éventuellement au Japon.

Des révisions conceptuelles, méthodologiques déchirantes attendent les chercheurs universitaires (sociologues, économistes, politologues, e.a.) se vouant à l'étude des rapports nord-sud, du système impérialiste, des structures inégalitaires, de la stratification mondiale, des mécanismes de l'acculturation ambivalente, des formations sociales compradores. Des objets disparaissent : la société planétaire, dans sa structure connue, se dissout. La séparation des continents, la déconnexion entre le centre et ses anciennes périphéries, la régression de l'acculturation, les formations sociales nouvelles naissant de la dissolution de l'ordre impérialiste exigent, pour être approchés, analysés et si possible connus, des concepts inédits.

Lundi 17 décembre 1990 : une soirée lumineuse de la saison sèche sur l'extrême pointe du Cap-Vert à Dakar. Le grand auditorium de l'Université Cheikh Anta Diop est rempli de centaines d'étudiants, d'étudiantes, d'écrivains, de musiciens, de syndicalistes, d'hommes et de femmes politiques, de marabouts, d'artistes venus là pour participer à la séance de clôture de la Première Biennale culturelle africaine.

A la tribune, la fine fleur de l'intelligentsia africaine : Théophile Obenga, Cheikh Hamidou Kane, Joseph Ki-Zerbo, Bakary Traore, Mame Sow, Nfaly Savane, Mame Less Camara, Boubakar Diop, e.a. L'ironie froide, le désespoir contenu, Joseph Ki-Zerbo, résumé de sa voix frêle les travaux qui avaient duré 10 jours :

« Notre passé est aveugle,

Notre présent est muet

Et l'avenir est sourd. »

Personne dans l'immense salle n'émettra la moindre protestation.

Mais tout le monde aussi sentit qu'au cœur le plus sombre de la crise loge un espoir.

Théophile Obenga : « Quand les éléphants se battent c'est l'herbe qui souffre... Le choix de l'Afrique est simple : devenir éléphant à son tour ou rester l'herbe d'un terrain vague de l'histoire. »

La liquidation définitive de l'héritage empoisonné laissé par le colonisateur implique le dépassement de la balkanisation étatique du fractionnement politique, économique de l'Afrique. La *fédération des États-Unis d'Afrique*, nourrie de l'ancestrale espérance panafricaine — celle qui avait voyagé dans les bateaux esclavagistes, maintenu en vie les bêtes de somme noires des champs de cotons du Mississippi, animé N'Krumah, fondé l'OUA — est aujourd'hui l'horizon de l'histoire pour les Africains les plus conscients.

La solitude sera demain le lot certain des peuples d'Afrique. Mais c'est dans la solitude que se mènent les aventures spirituelles les plus exaltantes. Obenga se tut et personne dans l'immense salle ne douta qu'une fois débarrassée des agressions culturelles allogènes (« libérales », léninistes...), l'Afrique retrouvera rapidement ses mémoires ancestrales, fera renaître ses identités singulières, déterrera et fera vivre ses valeurs.

Pour notre Occident ravagé par l'instrumentalisation de la nature et des hommes, la rationalité marchande, la maximalisation du profit, les hautes cultures africaines ressuscitées — d'autres encore — seront comme des oasis dans le désert, des foyers précieux de sens. La victoire remportée par le tiers monde sur sa propre aliénation constituera pour l'Europe un pas important vers sa propre libération.

3. Pour l'éthique

« L'appartenance à quelque chose comme un ordre éthique, à la fois supérieur et inférieur, est ouvert au conflit des interprétations. La démocratie est le lieu politique où ce conflit peut se poursuivre dans le respect des différences. »

Paul Ricœur.

Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de confondre la tradition, système d'obligations morale et religieuse, système de représentations contraignantes et coercitives, système reproducteur d'aliénations ancestrales avec la mémoire vivante riche d'identités singulières qui sont autant de barrières différentes pouvant faire obstacle aux logiques destructrices de l'économie de marché. Autant que les effets les plus destructeurs du libéralisme sauvage, les marxismes économique et politique dans leurs différentes versions ont, eux aussi, passablement saccagé le tiers monde. Le marxisme-léninisme a été la référence obligée de reconstructions annoncées parce qu'il a été la plupart du temps l'idéologie des mouvements de libération qui furent les acteurs principaux de la décolonisation. Le marxisme-léninisme, là aussi accumule des défaites. Non seulement les reconstructions n'ont pas eu lieu (le décollage économique ne s'est pas produit et la démocratie politique n'a pas été instaurée), mais les bilans sont au moins aussi catastrophiques que dans les pays de l'Est. Face à l'héritage, les nouvelles élites, souvent issues des meilleures universités occidentales, renvoient dos à dos les modèles libéral et communiste.

Évolution partagée par des sociétés (africaines, asiatiques, etc.) marquées par les traditions musulmane, chrétienne ou juive : c'est la revanche de Dieu. Gilles Kepel : « Elles présentent un grand nombre de caractéristiques communes, par-delà la simple simultanéité historique de leur apparition. La disqualification d'une laïcité qu'elles font remonter à la philosophie des lumières les unit. Elles voient dans l'émancipation orgueilleuse de la raison par rapport à la foi la cause première de tous les maux du XX^e siècle, le début d'un processus qui mènerait en droite ligne au totalitarisme nazi ou staliniens ¹. »

Argumentation étrangement commune aux analyses d'Hannah Arendt, aux prises de position des cardinaux Ratzinger ou Lustiger faisant remonter aux lumières les aventures totalitaires. L'archevêque de Paris est à ce sujet très clair : « Je fais partie de cette génération qui a recueilli les fruits amers d'une prétention de la raison à une souveraineté sans mesure. » Prétention qui prend racine dans le siècle des lumières qui a engendré le totalitarisme, c'est-à-dire la divinisation de la raison humaine qui refuse toute critique. » Et pour finir en beauté : « Je crois que l'antisémitisme de Hitler relève de l'antisémitisme chrétien ². »

Cela paraît évident, notamment au Carmel d'Auschwitz... Vieilles retrouvailles avec la tyrannie du logos et la haine de la pensée et des maîtres penseurs cultivée avec passion dans la fin des années soixante-dix par les « nouveaux philosophes ». Même logique qui aujourd'hui travaille à la haine de la pensée

1. *La revanche de Dieu*, Le Seuil, 1991.

2. Jean-Marie Lustiger, *Le Choix de Dieu*, Hachette.

de Marx, de Hegel et de l'idéalisme classique, mise en accusation de toute tentative d'appréhender la totalité, entreprise forcément totalitaire. Mais que peut-il bien germer sous les ruines de la raison ? Discours et espaces de contestation sont ainsi désertés par les composantes traditionnelles des luttes de libération. Différents mouvements fondamentalistes ou autres assurent la relève de la critique des valeurs fondatrices de l'ordre social. Stéphane Hessel nous pose la question. Ce diplomate admirable, humaniste exigeant et intellectuel rigoureux, représente la France durant la quarante-septième session de la commission des droits de l'homme au siège européen des Nations unies à Genève ¹. Dans la grande cafétéria lumineuse jouxtant la salle 17 où se déroulent les pourparlers, il déplore passionnément le délitement des points de repère d'une éthique opérationnelle en réponse aux corruptions générées par les systèmes les plus divers. Dans cette filiation mendésiste tendue vers une réconciliation continue de la morale et de la politique, Stéphane Hessel nous explique comment la perte de ces points de repère éthiques a favorisé l'émergence et la progression du fondamentalisme.

Pourquoi le FIS (Front islamique de salut) a-t-il remporté les dernières élections municipales en Algérie ? Principalement parce qu'il s'est opposé au FLN en dénonçant la corruption régnante savamment entretenue et gérée par une *nomenklatura* totalement discréditée.

Ajoutée au réseau d'entraide mis en place autour des mosquées et à son discours

1. Genève, palais des nations, mars 1991.

populiste à l'attention des laissés-pour-compte d'une société de castes et de privilèges, l'utilisation de l'impératif moral a provoqué un raz de marée électoral inexplicable par le seul retour des passions religieuses. « Les sociaux-démocrates que nous sommes, conclut Stéphane Hessel, doivent réoccuper ce terrain de l'impératif moral, véritable double d'un effort de pensée qu'il faut remettre en marche si l'on veut éviter de perdre notre âme dans une gestion seulement quantitative des affaires courantes ¹. » La corruption a ceci de particulier qu'elle caractérise simultanément le stade suprême du communisme (détournement de la rareté par la *nomenklatura*) et celui du capitalisme (délit d'initiés, OPA foireuse, blanchiment de la drogue, etc.). Écoutons Alain Cotta : « La corruption joue en somme un rôle analogue à celui du plan. Elle accroît l'importance de l'investissement d'autant plus qu'il est à long terme. Ce coût de la corruption aiguise l'intensité de la concurrence entre les corrupteurs et les obligent à de meilleurs choix individuels et collectifs, car la distribution des revenus de la corruption veille à ce que chacun ou presque en ait sa part, notamment sous la forme d'un emploi qui garantit l'attachement des personnes impliquées à la pérennité du microcosme social ². »

Il ne suffit pas ici d'opposer des positions morales et des principes formels aux mécanismes économiques enfiévrés, de dénoncer l'argent facile ou sale mais de relancer une critique morale du capitalisme, de ses mécanismes actuels et inédits. Cet effort éthique réclamé par Stéphane Hessel ne reconstitue pas un processus de repré-

1. Conversation avec les auteurs.

2. Alain Cotta, *Le Capitalisme dans tous ses états*, Fayard, 1991.

sentations transcendantales indépendamment de tout fondement économique, mais participe au contraire directement, en toute immanence, d'une nouvelle critique du capitalisme contemporain débouchant sur une nouvelle valorisation de l'action politique. De nouveau : comment se passer ici encore du marxisme de résistance, grille de lecture, grammaire de déchiffrement des ruses en acte de la complexité sociale ? Comment pourrions-nous à ce point devenir alphabètes et nous priver ainsi d'une lecture la plus universelle possible avant de revenir à soi dans toute la singularité d'une lecture particulière plus libre parce qu'efficace ? Pour ce faire, il convient de recourir à des valeurs et des concepts autres que ceux du marché !

Réactualisation de l'entreprise sartrienne : il reste à engager la mise en chantier d'une nouvelle critique de la raison dialectique réadaptée à notre temps non seulement dans son appareil conceptuel (nous éviquions le concept de complexité) mais aussi dans la délimitation d'un contexte historique radicalement différent : celui de la fin de la guerre froide inaugurant un avenir inédit où les possibles ne sont pas encore clairement projetés.

Comme si nous renouions avec la question de l'infini... Ce souci du temps d'un temps ouvert devrait justement préserver les possibles, y compris au cœur même des logiques économiques dont le rythme de consommation ne cesse de s'accélérer tant dans ses procédures d'investissement que dans celles de consommation et de représentation. Cette éthique qui vise la responsabilité d'un temps à venir touche notamment aux domaines de l'environnement et à ceux de la communication, soumis aux mêmes exigences de rentabilité maximale que n'importe lequel des biens et des ser-

vices de consommation ordinaire. Première tâche d'une éthique de responsabilité : instaurer une différenciation rigoureuse dans la production de ces biens et services pour pouvoir en moduler les conditions de production et de distribution. En effet, il s'agit par cette différenciation de définir provisoirement un bien commun contractuel, non pas un bien collectif auquel tout le monde devrait se soumettre de manière indistincte ni un bien éclaté de façon infinitésimale entre la multitude de conceptions individuelles, mais des séries de biens et services dont il faut plus équitablement réguler la production et distribution.

Des biens et services qui touchent directement à l'épanouissement des individus, qui conditionnent leur avenir et leur identité : la santé, le logement, l'éducation et la formation, l'information enfin situent quelques enjeux qui devraient pouvoir échapper progressivement à l'emprise cynique et matérielle du marché. Paul Ricœur : « Comment organiser une hiérarchie de ces biens dans la mesure où on ne peut pas les réaliser tous à la fois, mais où il y a lieu d'établir à chaque époque et pour chaque société un ordre de priorités qui est l'enjeu de la discussion démocratique ? La question est alors celle-ci : quelles sont les valeurs susceptibles d'émerger au-delà de règles simplement procédurales de l'échange et de présider aux choix des priorités ?¹ » Cet effort excède les territoires connus du seul respect de la personne individuelle d'une éthique de la proximité conditionnée par des termes très précis de réciprocité et d'échanges. Nos capacités d'intervention technologiques sautent par-dessus leur temps contemporain, anticipant de plus en

plus d'autres espaces-temps qui modèlent de façon déterminante ce que sera la vie humaine, animale et végétale dans les domaines bio-génétiques. Resurgit ici l'inas-similable di-mension du temps, d'un temps ouvert et complexe qui ne se déroule surtout pas sur un mode lisse et non contradictoire. Hegel : « Le temps est le concept même qui est là et se présente à la conscience comme une intuition vide. » Il importe en situation de donner chair et sens à cette intuition. Comment pourrions-nous le faire autrement qu'en termes de choix résolument politique ? Le champ démocratique, la place publique, les bistrots, une presse écrite et audio-visuelle pluraliste ménagent quelques lieux où ces contradictions peuvent pleinement se déployer dans le respect des différences. La seule éthique minimale acceptable sur laquelle ne jamais transiger : la démocratie. Celle-ci n'est jamais acquise une fois pour toutes et pour l'éternité, mais sollicite une attention de tous les instants comme une très attachante jeune femme. C'est en cela que nous restons marxistes. Nous ne pensons pas qu'une philosophie et une morale n'étant pas fondée sur la critique du capitalisme et ses développements soient possibles. Le capitalisme constitue un système immanent et éminemment dialectique qui repousse sans arrêt ses propres limites tout en revenant sur lui-même d'un point de vue toujours décalé et supérieur. N'en déplaise aux chroniqueurs de l'air du temps, le marxisme de résistance constitue un nécessaire contrepoint à cet horizon indépassable de la fin de notre temps.

1. Paul Ricœur, in revue *Esprit* : « Justice et marché », janvier 1991.

POUR LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

« Il y a trois siècles des sots s'étonnaient parce que Spinoza voulait la libération de l'homme, bien qu'il ne crût pas à sa liberté ni même à son existence spécifique. Aujourd'hui, de nouveaux sots ou les mêmes réincarnés s'étonnent parce que Foucault participait aux luttes politiques, lui qui avait dit la mort de l'homme... »

Gilles Deleuze.

Quelle parole adresser à une vieille connaissance si ce n'est « à demain » ? A demain donc, car les grands textes du matérialisme historique ne sauraient être abandonnés à la critique rongeuse des souris et comme tout ce qui participe de près ou de loin aux aventures de la raison, il y aura fatalement des malentendus. Aucune raison de rendre l'âme bien entendu. Néanmoins si bien des « ratages » ponctuent et accélèrent l'histoire dont nous parlons comme autant d'obstacles épistémologiques qui confortent la patience des concepts, il en est d'autres qui tournent vite au bavardage sinon à la mau-

vaise querelle. De fait on se retrouve presque inmanquablement dans cette sorte d'incompréhension et d'errance sophiste dès qu'il est question de reparler de Marx et de sa pensée. Pire, la seule intention d'en reparler semble immédiatement court-circuitée par une suspicion d'autant plus lourde que majoritairement partagée y compris dans les rangs des anciens zélés. Bien évidemment la pensée de Marx est trop saturée d'histoire et de pérégrinations politiques pour faire l'économie d'un tel développement polémique comme s'il était dans sa nature de susciter la contradiction. Il n'est pas ici question de la nourrir ni de la pousser à son terme. L'exercice ayant déjà été fait, il nous renvoie à quelques bons manuels sur la question. Non, il s'agit d'autre chose ! Répétons qu'il ne convient pas de « faire retour » à Marx, comme par exemple les scolastiques ont fait retour pendant des siècles à Aristote ou comme des disciples pourraient faire retour à une vérité révélée et close. La question n'est plus : être ou ne pas être marxiste ? En fin de compte la question du marxisme aujourd'hui est loin d'être aussi simple qu'il y paraît. Mais à trop vouloir jeter précipitamment le bébé, l'eau du bain, et la baignoire avec, on risque bien un jour de se retrouver sans salle de bains, crasseux au propre comme au figuré. André Clavel, critique littéraire debout, parle de ces hammans domestiques où Alphonse Allais déjà disait trouver l'inspiration : « Un lieu parfaitement romanesque, propice au gargarisme de l'âme. On peut y peigner sa prose à loisir, et puis le fantasme y est à portée de robinet¹. » Les aboutissements totalitaires de la pensée de

1. *Le Matin de Paris*, 3 septembre 1985.

Marx, leur cortège d'aveux, de tortionnaires et de torturés ont annulé toute croyance dans l'avènement d'une cité du soleil idéale où les corps pourraient fonctionner autour du grand livre ouvert du savoir absolu régulant toutes les passions et les choses. Une génération a découvert ici, dans la douleur de sa chair et de ses illusions perdues que la politique relevait d'avantage de l'art du moindre mal que de celui de la conjugaison des idéaux au présent de l'indicatif.

Gilles Deleuze : « Les nouveaux philosophes, quand ils dénoncent Marx, ne font nullement une nouvelle analyse du capital, qui perd mystérieusement toute existence chez eux, ils dénoncent des conséquences politiques et éthiques stalinienne qu'ils supposent découler de Marx. Ils sont plutôt proches de ceux qui imputaient à Freud des conséquences immorales : ce qui n'a rien à voir avec de la philosophie¹. » Les camps staliniens ou ceux de Pol Pot ne font pas la preuve que Marx s'est trompé en tout et ne renvoient pas irrémédiablement les thèses de *L'Idéologie allemande*, de *La Critique de l'économie politique* ou des *Manuscrits de 1844* au rayon des curiosités archéologiques. Paradoxalement, ce désastre nous rend la pensée de Marx, une pensée à relire dans les perspectives ouvertes par la chute du mur de Berlin, non pour y bricoler de nouvelles utopies meurtrières, mais pour y forger des outils qui nous aideront à mieux comprendre la nature et l'histoire de nos sociétés contemporaines ; toujours déjà là est le capitalisme en chantier perpétuel, toujours en mutation, toujours plus complexe sans jamais renoncer ni au gaspillage humain, ni à celui de la nature,

1. Gilles Deleuze, *Pourparlers*, éditions de Minuit, 1990.

ni à celui des rêves. Il nous faut donc lutter, sinon pour changer la vie, toute la vie et tout de suite, mais pour inscrire des résistances contre l'ordre du monde, des changements progressifs dans la durée d'un temps ouvert sans violence sociale mais avec le dialogue comme outil. La pensée de Marx n'aura jamais été aussi actuelle et pertinente. Fournissant quelques concepts rigoureux qui peuvent réconcilier la morale et la politique, le marxisme de résistance (fil conducteur de ce petit livre) met à jour une première tâche et qui n'est pas la moindre: se dépendre de soi-même pour mieux y revenir, d'objet de la nécessité historique devenir petit à petit sujet.

Paul Nizan: « Il ne faut pas confondre un homme avec un baromètre enregistreur, une machine de Morin et un phonographe. Que de maux peut causer cette confusion lorsqu'il n'est pas question d'enregistrer des chiffres mais des sentences de la sagesse morale, des décisions politiques. Ce qui m'a le plus dégoûté de mes frères, c'est de les voir vivre comme des vers: les vers ne comprennent rien à l'attraction universelle, les hommes à leur bon Dieu, à leurs désirs, à leurs opérations: tout plane sur eux, et ils croient inventer ce qui plane¹. » Il faudra tôt ou tard réinventer une philosophie de la liberté pour mieux résister aux délires incessants et raffinés de la marchandise. Alors on relira fatalement Karl Marx dans le texte... Au travail donc, et à demain! Le communisme est mort! Vive le socialisme démocratique!

Madrid, Genève, Nernier,
Les Pastières, dimanche 17 mars 1991.

1. *Aden Arabie*, Nouv. éd. Le Seuil, 1990.

DES VEILLEURS DE NUIT

par Jean Ziegler.

De tant aimer, de tant marcher naissent les livres,
Mais s'ils n'ont de baisers ou de régions,
Mais s'ils n'ont d'homme à pleines mains,
S'ils n'ont de femme en chaque goutte,
S'ils n'ont faim, désir, colère, chemins,
Pour l'emblème ou le carillon, ils restent vains:
Ils n'ont point d'yeux et ne pourront pas les ouvrir,
Ils n'auront que la bouche morte du précepte.

Pablo Neruda, *Mémorial de l'île noire*
(trad. Claude Couffon), Gallimard, 1977.

Le « marxisme de résistance » dont il est question tout au long de ce livre s'incarne quotidiennement dans une multitude de femmes et d'hommes qui, sur les cinq continents et dans les situations souvent les plus tragiques, continuent à lutter pour un monde plus juste, plus libre, plus digne... et où la raison participe davantage à l'histoire. Ces quatre portraits en constituent une illustration manifeste.

OLOF PALME

L'homme qui, la nuit du 28 février 1986, a abattu Olof Palme a bien visé : il a atteint au cœur le mouvement socialiste et démocratique international. Homme complexe, chaleureux et amical, incarnant d'une façon exemplaire l'héritage du mouvement socialiste, Olof Palme va nous manquer au-delà de toute attente. Depuis le départ de Jean Jaurès, d'Émile Vandervelde, aucune mort n'a si cruellement et si douloureusement frappé l'Internationale socialiste.

Palme était ennemi de la raison d'État. Nous en discussions souvent. Patriote suédois, il défendait naturellement avec conviction les intérêts de son pays. Mais il était persuadé — naïvement peut-être — que les exigences de grandeur, d'honnêteté de la nation suédoise coïncidaient avec le respect des principes fondateurs du socialisme démocratique. Ministre de l'Éducation du gouvernement Erlander, il conduisait en 1969, dans les rues de Stockholm, les manifestations de masse protestant contre les bombardements américains de terreur sur Haiphong et Hanoi. Le gouvernement américain l'attaquait publiquement et exigeait des explications par voie diplomatique. Palme ne variait

pas d'un pouce de sa ligne de conduite. Mieux, il soutenait la mise en place de la première organisation d'accueil des déserteurs américains de la guerre du Viêt-nam qui, dès lors, affluaient en grand nombre en Suède.

Fidélité intransigeante à ses choix initiaux : au début des années 1980, des militants centre-américains, réfugiés à Mexico, étant menacés d'assassinat par les escadrons de la mort de leur pays, Olof Palme organisa discrètement — en pleine ville de Mexico — leur protection et leur évacuation temporaire vers l'Europe.

Palme jouissait d'une grande affection, d'un respect évident de la part de ses camarades. Il existe plus d'un million de socialistes en Suède. Palme, chef de gouvernement ou chef de l'opposition parlementaire, avait toujours accordé un soin extrême à l'organisation, à la vie du parti. C'est à lui que l'on doit l'installation dans toutes les fédérations, donc dans toutes les régions du pays, des délégués permanents à la solidarité internationale. Ces délégués, travailleurs à plein temps, sont élus par la base du parti. Ils sont chargés de garder le contact avec l'ensemble des organisations non gouvernementales (Amnesty International, groupes tiers monde, comités de soutien, etc.) de leurs régions. Ils recueillent l'avis de ces groupes de base, favorisent les initiatives locales et expliquent à la base la politique étrangère, tiers-mondiste, antimilitariste du gouvernement.

Palme est aussi le fondateur d'une institution qui s'est généralisée dans nombre de partis européens : le « Soli-Fonds ». Ce fonds de solidarité, alimenté par les cotisations des syndicats, des mutuelles, des coopératives, des fédérations du parti, finance au Guatemala, en Corée du Sud, au Zaïre, etc., les grèves des mineurs, des ouvriers de

plantations, permettant aux travailleurs du tiers monde d'arracher des salaires et une vie plus dignes aux sociétés multinationales étrangères et au patronat local.

Olof Palme, vice-président de l'Internationale socialiste, jouait au sein de notre organisation un rôle déterminant. L'Internationale est traversée de contradictions nombreuses : des hommes aussi différents que Felipe Gonzalez, Bruno Kreisky, Mario Soares, Willy Brandt, Léopold Sédar Senghor, Shimon Pérès, Walid Joumblatt y cohabitent tant bien que mal. Parmi nous, Palme était le défenseur intransigeant, énergique, intelligent, d'une politique de solidarité avec les peuples du tiers monde en lutte pour leur libération. Il était le défenseur des combattants et du peuple palestiniens contre l'arrogance, la politique inhumaine du Likoud.

Il était lié d'amitié avec les principaux dirigeants de la guérilla du Salvador, du Guatemala et du Front sandiniste du Nicaragua : contre Perez Jimenez, ancien président du Venezuela, contre Monge, du Costa Rica, contre Mario Soares, Palme défendait — séance après séance — la guerre de libération, la guerre de résistance que mènent les peuples centre-américains contre l'agression de l'empire américain.

Palme était un pacifiste : partisan de la neutralité armée de son pays, il était le pionnier de la lutte pour une mer Baltique dénucléarisée. Contre vents et marées, il maintint le dialogue avec Moscou. Homme souriant et chaleureux, Palme était habité par des convictions dures comme le fer : je l'ai entendu — derrière les portes closes d'une séance au Danemark — condamner, avec une vigueur de prédicateur calviniste, les essais nucléaires français dans les colonies françaises du Pacifique. A cette époque où Jacques Huntzinger était secrétaire international du Parti socialiste français, il s'était

— malgré un intense amour de la France (dont il parlait la langue) — éloigné de Mitterrand au moment de la défense par celui-ci de l'installation des missiles Pershing en Europe.

Palme n'était pas un grand théoricien. Il avait en lui des traces de cette rigueur calviniste qui marque tout le mouvement ouvrier scandinave. Homme précis, exigeant, ennemi de tout romantisme confus, de toute logomachie « révolutionnaire », il était secondé remarquablement dans ses projets par son alter ego politique et ami intime, Pierre Schorri. Schorri, auteur de livres qui font autorité sur le tiers monde, lui avait, voici près de vingt ans, succédé comme secrétaire aux relations internationales du parti suédois. Il est aujourd'hui [en 1986] secrétaire général du ministère des Affaires étrangères : l'homme qui, d'une façon exemplaire, informait Palme, est constamment sur le terrain, jouit dans les milieux les plus divers d'Afrique australe, d'Amérique latine, d'Asie, d'amis sûrs et informés. Un des livres de Pierre Schorri, paru directement en espagnol, a influencé profondément les débats politiques, les options socialistes et démocratiques de nos camarades du Front sandiniste, du Front Farabundo Marti et de l'ORPA (Guatemala). L'amitié de Palme avec Schorri revêt une signification essentielle pour la compréhension de l'engagement anti-impérialiste du gouvernement suédois depuis 1969 (date à laquelle Palme devint président du Parti socialiste).

Je garde d'Olof Palme deux souvenirs tout à fait contrastés.

Le premier, c'était l'été 1985, à Bommersvik. Olof Palme et le parti suédois avaient convié les membres du bureau de l'Internationale socialiste, des dizaines d'observateurs, les délégations de partis consultatifs et de nombreux journalistes au bord de ce petit

lac perdu dans une forêt de bouleaux, au nord de Stockholm, où s'alignent les maisons en bois d'un centre de vacances des jeunes socialistes. A la fin de l'ultime séance de travail, Palme avait organisé une fête : sur de grands buffets simples s'alignaient saumons fumés, pain noir, fruits et légumes du pays, des bouteilles de vin, des fleurs des champs sur toutes les tables. Un orchestre était venu de la petite ville voisine, suivi d'un cortège de militants et de leurs familles. Du quartier général de Stockholm étaient arrivées les troupes de danse, de théâtres de jeunes filles et de jeunes gens. C'était le mois de juin et le soleil — sur cette contrée féérique — ne se couchait qu'à minuit. Dans l'irréelle lumière de l'astre laiteux, Olof Palme allait de groupe en groupe, ouvrait la danse, changeait de partenaire, nous enseignait les rondes ancestrales de son pays, riait, buvait, plaisantait et discutait jusqu'à l'aube. Il rayonnait de joie de vivre, d'amour des hommes, de gaieté, de force.

Je me souviens d'un autre jour plus récent, dans un hôpital, quelque part en Suède. Palme nous avait invités à une visite impromptue auprès des combattants mutilés, brûlés, blessés, d'un mouvement armé de libération d'Amérique centrale. Nos camarades centre-américains étaient soignés par les meilleurs médecins suédois, dans la discrétion, sans aucune publicité, à la demande et sur l'initiative personnelle d'Olof Palme. Palme, visiblement, était bouleversé par la souffrance et aussi par le courage de ces jeunes gens et jeunes filles aux membres amputés, aux visages parfois brûlés et qui, tous, portaient pour la vie les stigmates de la douleur endurée. A la sortie, un médecin me dit que Palme venait ici pratiquement chaque semaine, souvent tard le soir, après son travail, seul. Pour parler aux blessés, les reconforter.

BERNT CARLSSON

Lorsque le 22 décembre 1988, à New York, l'accord final sur l'indépendance de la Namibie était signé, une place restait vide à la table de cérémonie : Bernt Carlsson, 50 ans, depuis 1987 haut-commissaire des Nations unies pour la Namibie venait de mourir la veille dans l'explosion du Boeing 747 de la Pan-Am au-dessus du village écossais de Lockerbie. Carlsson avait été un des principaux artisans de cet accord. Bernt était mon ami. C'était un homme d'une patience têtue, joyeux aussi et d'une conviction plus dure que le roc. Je l'ai revu pour la dernière fois au début décembre à Genève. A Brazzaville les Sud-Africains, les Américains pour la énième fois venaient de faire volte-face, de renier les engagements immédiatement précédents. J'étais d'humeur morose. Bernt me dit : « T'en fais pas ! Cet accord sera signé. La Namibie d'abord, puis l'Afrique du Sud seront libres... dans un an, dans dix ans, dans un siècle s'il le faut. » Il ne lâchait jamais. Et chose miraculeuse : ce Suédois réservé, grâce à une honnêteté scrupuleuse, une intelligence ironique, une connaissance extraordinaire des infinies complexités des rapports politiques,

économiques de la région, jouissait de la confiance des leaders africains des États du front et des mouvements de libération, des Russes, des Américains et même des Sud-Africains. Il n'y avait que les fous du camp extrémiste du pouvoir blanc, les Treurnicht, Terre-Blanche, qui lui vouaient une haine tenace.

Bernt Carlsson faisait partie de ce que nous appelions la « bande à Olof ». Pierre Schorri et quelques autres font partie de cette « bande ». Depuis plus de 25 ans, depuis leur jeunesse militante commune, ces intellectuels pragmatiques, liés entre eux par une profonde amitié, des convictions solides, une espérance presque messianique en le triomphe de la raison, marquent durablement la démocratie scandinave. Olof Palme a été assassiné le 28 février 1986. J'ai observé Pierre Schorri et Bernt dans les cérémonies lorsque, sous une forêt de drapeaux rouges, devant l'assistance de délégués du monde entier, le souvenir d'Olof était honoré : il y avait chez eux une extrême tristesse, mais aussi une détermination.

Ceux qui croyaient, par un assassinat lâche, en plein Stockholm, pouvoir briser le courage de la « bande à Olof » se sont lourdement trompés. Comme pour venger leur ami, les camarades survivants ont redoublé d'efforts. Pierre Schorri, engagé depuis ses premiers contacts avec Issam Sartouï (assassiné à Albufeira, en pleine conférence de l'Internationale socialiste, en 1983), travaillait inlassablement au rapprochement entre les Palestiniens et l'Occident. C'est largement grâce à lui que se sont réunis à Stockholm Arafat et des juifs nord-américains ; rencontre qui a ouvert la voie au dialogue entre les États-Unis et l'OLP. Pierre Schorri, aujourd'hui secrétaire général du ministère des Affaires étrangères à Stockholm, était le véritable *alter ego* d'Olof

Palme. Avec Bernt il veillait et continue à veiller à l'héritage lumineux.

Bernt, lui, était en charge de la deuxième « obsession » d'Olof : la lutte contre la dictature raciste, le régime terroriste d'Afrique du Sud. Bernt était tout le temps dans les avions, allant de capitale en capitale, vivant dans les chambres d'hôtel, compulsant des dossiers énormes et explorant la moindre voie qui pouvait mener à la paix, à la libération des peuples agressés d'Angola, de Namibie. Combien de fois ne m'a-t-il pas téléphoné — parfois tard la nuit ! « Je suis à Genève, pour 24 heures. On peut se voir ? » Et à chaque fois je trouvais un homme rayonnant, passionné, qui ne semblait ni douter de sa mission ni ressentir la fatigue. Ces hommes extraordinaires — il faudrait y ajouter d'autres noms : celui d'Anderson, l'actuel ministre suédois des Affaires étrangères, d'autres encore — sont peu connus de la société médiatique. Leur ténacité, leurs exceptionnels talents de négociateurs requièrent la discrétion. Mais à eux l'humanité, dans ces années sombres où semblent partout triompher le cynisme d'État et la logique du grand capital multinational, doit quelques-unes des victoires les plus lumineuses.

Bernt Carlsson, militant anti-impérialiste, ami des Palestiniens, des peuples combattants d'Afrique, des mouvements de libération d'Amérique latine, dès ses années d'étudiant, était animé de cette terrible et tendre détermination si particulière aux socialistes scandinaves. Une nuit, il y a longtemps déjà, Régis Debray me demanda : « Mais qu'est-ce qu'ils ont donc, nos camarades scandinaves ? D'où leur vient cette foi quasi mystique en la possible victoire du bien sur le mal ? »

Héritage du protestantisme luthérien ? Longue expérience de la réforme sociale si patiemment conduite dans leur propre pays, la Suède (mais aussi en Norvège, en Finlande) ? Je ne connais pas la réponse claire. Le fait est qu'au sein des Jeunesses socialistes européennes d'abord — où la « bande à Olof » animait le secrétariat ensemble avec Michel Rocard et Peter Jankovitch (futur ministre des Affaires étrangères d'Autriche) —, au sein de l'Internationale socialiste ensuite, Pierre Schorri, Bernt Carlsson ont pour la solidarité entre l'Europe industrielle et le tiers Monde mené un combat intelligent, inlassable. Aucune trahison de tel ou tel parti socialiste européen, aucune défaite ne semblaient les décourager.

En 1976, lors du XIII^e Congrès de l'Internationale socialiste à Genève, Willy Brandt accéda à la présidence ; Felipe Gonzales, François Mitterrand, Mario Soares, Bruno Kreisky à la vice-présidence. Olof Palme dépêcha Bernt comme nouveau secrétaire général de l'organisation. Au Congrès de Vancouver, en 1978, l'Internationale brisait définitivement son ethnocentrisme européen. Elle s'ouvrit largement aux forces progressives du tiers monde. Des stratégies de solidarités financières et politiques efficaces avec le Front sandiniste du Nicaragua, le Front Farabundo Marti du Salvador, l'ANC, la SWAPO se mettaient en place. Ce changement de cap, cette véritable renaissance de l'Internationale (fondée en 1864 par Karl Marx) étaient dus largement au patient travail d'explication, d'organisation de Bernt Carlsson.

A cet homme exceptionnel, le tiers monde comme le socialisme démocratique doivent beaucoup. Bernt Carlsson était — pour prendre les mots d'Alejo Carpentier — un « veilleur de nuit, un ancêtre de l'avenir ».

BRUNO KREISKY

Au « Zentralfriedhof » de Vienne, a été portée en terre le 7 août 1990 la dépouille mortelle d'un homme qui a transformé radicalement les relations entre les socialistes européens et le tiers monde. Bruno Kreisky, mort à 80 ans d'une longue et douloureuse maladie du rein, était né d'une grande famille d'industriels juifs de Moravie. Regardant de la fenêtre de la vaste maison familiale à Vienne la police casquée massacrer un cortège pacifique d'ouvriers faméliques, il changea de camp. Il avait 15 ans... Depuis lors, cet homme formidablement intelligent, cultivé, au regard bleu clair, aux fines boucles rousses tombant sur un visage pâle, était de tous les combats de rues, de salle, de parlement de la jeune et très réactionnaire République autrichienne. 1938 : Hitler occupe le pays, Kreisky plonge dans la clandestinité, est pris, s'enfuit, échappe par miracle à la Gestapo et à la mort certaine. Cette mort qui décimera une grande partie de sa famille... Exil en Suède. Retour en 1949. Sa fulgurante carrière d'homme d'État est connue de tous : collaborateur étroit du chancelier Raab en 1955, il négocie le *Staatsvertrag* avec Khrouchtchev, l'accord

qui scelle le retrait des troupes d'occupation soviétiques, assure l'indépendance, la neutralité de l'Autriche. Ministre des Affaires étrangères en 1959, chancelier de 1971 à 1983. J'ai aimé, admiré Kreisky. Je l'ai vu à l'œuvre au comité exécutif de l'Internationale socialiste dont il a été le vice-président, en fait le coprésident avec son ami intime et complice Willy Brandt. Au comité exécutif siègent les hommes, les femmes les plus divers : ceux qui ont charge de gouvernement et que la raison d'État habite, d'autres — des intellectuels — simples élus du Congrès, Kreisky, en chaque circonstance, faisait alliance avec ceux qui, conscients de l'héritage du socialisme démocratique, plaidaient en faveur de la raison de solidarité. Très souvent, appuyé par Willy Brandt et Olof Palme, il faisait pencher la balance : la large ouverture de l'Internationale aux partis socialistes du tiers monde, d'Amérique latine notamment, au Congrès de Vancouver 1978, c'était lui. Le constant appui financier, diplomatique au Front Farabundo Marti du Salvador, la mobilisation internationale contre l'invasion terrestre du Nicaragua par les troupes nord-américaines, contre le mirage des ports de Cuba, c'était encore lui. Kreisky était — contre les conseils de prudence des délégués portugais, français — un dénonciateur impitoyable des constantes et nombreuses violations des droits de l'homme en Afrique.

Contrairement à son ministre des Affaires étrangères le brillant Peter Jankovitch, à ses ministres successifs de l'Intérieur Lanc et Blecha, Bruno Kreisky n'appartenait pas à la génération des militants anti-impérialistes, contemporains de l'époque de la décolonisation et qui avaient forgé leurs convictions tiers-mondistes dans les comités de soutien aux mouvements de libération algérien, vietnamien. Son aversion — profonde, dura-

ble — pour les dictatures militaires latino-américaines, les régimes néocoloniaux d'Afrique, le système de l'apartheid, avait d'autres racines : Botha, Marcos, Pinochet, Menguist et tous les autres oppresseurs des peuples du tiers monde, Kreisky les assimilait, un peu schématiquement peut-être, aux nazis. Je l'ai entendu plaider la cause des militants de l'ANC, des résistants chiliens, des guérilleros érythréens avec des accents de sincérité, une passion que je n'oublierai pas. Consciemment ou inconsciemment il s'identifiait à chacun d'entre eux. Cette identification prenait sa source dans une cellule humide du pénitencier de Vienne où, des décennies auparavant, le jeune Bruno avait affronté les tortionnaires de la Gestapo.

La haine et la violence auront accompagné Bruno Kreisky jusqu'au bout de son chemin sur terre. Je me souviens de ma dernière visite à Vienne, au début de l'été. Dans la petite maison aux murs vert clair de Nüssdorf, les épaisses plaques de verre et d'acier posées devant les fenêtres du rez-de-chaussée venaient d'être renouvelées : depuis que Kreisky avait pris fait et cause pour la juste lutte du peuple martyre de Palestine, lui et sa famille, y compris son petit-fils aimé, Olivier, vivaient dans la crainte permanente de l'attentat. Je l'ai dit : Kreisky était juif. Un juif convaincu, habité par l'exigence de justice, le sens profond de l'autre, l'amour du persécuté qui sont si décisivement importants dans la tradition hébraïque. Un de ses écrivains préférés était Martin Buber, ses *Chemins de l'utopie*, qui assigne au peuple juif une mission de justice et de paix parmi les nations. Pentecôte 1982 : le Bureau de l'Internationale siège à l'hôtel « Intercontinental » de Helsinki. Kalevi Sorsa préside. Tout le monde est inquiet. Sorsa se tourne vers Shimon Pérès : « Des rumeurs alarmantes courent... Israël prépare-t-il une

action militaire d'envergure ? » Pérès lève les yeux au ciel : « Jamais... comment pourrions-nous ? Ces rumeurs relèvent de l'intoxication arabe. » Deux semaines plus tard, c'est l'invasion israélienne du Liban. On apprendra que Begin a, depuis mars, tenu constamment informés les leaders travaillistes des modalités, de la date de l'agression contre le Liban.

Kreisky piqua une colère mémorable : « Ce sont des menteurs... jamais plus je ne siégerai à la même table qu'eux. » Il tint parole. Kreisky espaça ses venues au Bureau de l'IS. Lors de sa dernière apparition au Congrès de Stockholm en juin 1989 — où il fit, marqué par la souffrance, son dernier grand discours public —, Pérès et sa délégation restèrent prudemment à l'Hôtel.

Mais, contrairement à ce que l'opinion pense, ce ne sont pas les innombrables missions de paix entreprises par Kreisky dans le Moyen-Orient ni ses amicales discussions avec Arafat ou Kadhafi qui déclenchèrent contre lui cette haineuse campagne de difamation, orchestrée par les successifs gouvernements d'Israël et certaines organisations new-yorkaises. Un autre événement est à considérer : durant des années, les juifs soviétiques qui, en nombre croissant, quittaient l'URSS, aboutissaient à Vienne, par train direct depuis Moscou. Résistant à de formidables pressions, Kreisky les faisait transiter par un camp d'accueil sous autorité exclusivement autrichienne : chacun des émigrants pouvait nommer le pays où il désirait se rendre. L'immense majorité évidemment choisissait les États-Unis, le Canada, l'Australie... très peu Israël.

Gorbatchev, aujourd'hui, n'a pas de ces pudeurs : chaque mois il pousse dans des avions pour Tel-Aviv des dizaines de milliers d'émigrants juifs. Conséquence : dans les territoires occupés, des Palestiniens sont

expulsés de leurs villages, leurs maisons détruites, leurs eaux d'irrigation détournées ; les emprisonnements, déportations, tortures s'intensifient de façon dramatique.

Pour André Malraux, la plus belle chose dont un homme peut rêver c'est d'imprimer par ses actes « une trace sur cette terre ». Par ses combats, ses convictions, ses actes, Bruno Kreisky a creusé un sillon d'où continuera à germer la vie.

ANDRÉ CHAVANNE

Que sa famille me pardonne : lorsque, mercredi 26 septembre 1990, en début de soirée, au deuxième étage du palais fédéral, alors que, sorti d'une longue séance du groupe socialiste, je fus abordé par des journalistes m'apprenant la mort d'André Chavanne, je ne sentis ni chagrin aigu ni tristesse violente... mais une vague d'affection, de gratitude qui lentement me submergea. Chavanne le merveilleux ! Il était trop vaste, trop intelligent, trop généreux, trop riche en dons pour tenir entièrement dans les habits étroits d'un unique et singulier rôle social. Conseiller d'État, ministre de l'Éducation ? Bien sûr il le fut mieux, plus intensément, plus efficacement que probablement tous ses prédécesseurs réunis : quelle fête que le Dies academicus, autrefois morne et inutile, exercice de la vanité professorale, lorsque Chavanne, prenant la parole, explorà d'une voix chaude, l'œil brillant d'intelligence, le lancinant problème de l'incarnation : à quelles conditions, dans quelle situation concrète une idée devient-elle force matérielle ? Un savoir théorique mouvement pratique ? Du jardin d'enfants au laboratoire de physique nucléaire, les multiples et infini-

ment riches institutions de l'éducation, du savoir et de la recherche de notre petite république lui étaient familières.

Intellectuel de haut vol, esprit singulier et incroyablement mobile, Chavanne adorait le débat : sur l'énergie nucléaire nous nous affrontions violemment. Il me reprocha mon ignorance des merveilles de l'atome. « Con que tu es... » me dit-il. Avec affection. De mon côté je lui envoyais régulièrement mes études sur les Yawalorixa, les Candomblés des sociétés de la diaspora africaine du Brésil. Il les lut, les annota avec une extraordinaire humilité, lui, le physicien intraitable.

Jean-Paul Sartre : « Pour aimer son prochain il faut d'abord détester fortement ce qui l'opprime. » Incapable de haine, Chavanne était doué pour la colère. Je l'ai vu, au conseil national à Berne, attaquer les marchands d'armes, l'hypocrisie insondable de la bureaucratie militaire : la salle résonna de sa voix ample ; sur tous les bancs, émus ou pétrifiés d'indignation, nos collègues écoutaient dans un silence rarement acquis.

La démocratisation des études à Genève ? Les ateliers d'apprentissage ? Fruits magnifiques de la colère chavannienne encore... Il ne supportait tout simplement pas l'inégalité, l'exclusion des pauvres, l'humiliation des timides et l'arrogance de ceux à qui, en vertu d'une loi violente de l'argent, dans notre république, le collègue, l'université paraissaient dus de toute éternité.

Dire de Chavanne qu'il était dépositaire d'une vaste culture scientifique, littéraire, théâtrale, cinématographique, est un pléonasme. Cette culture nourrissait son combat politique quotidien. Son horizon, toujours, était la planète. Antiraciste viscéral, il avait, en plus, le savoir de l'autre. Repartir en Bolivie ! Combien de fois, tard le soir, l'esprit hanté par le songe, n'a-t-il pas devant moi rêvé à haute voix au nouveau voyage...

comme Rimbaud. Le voyage vers le tout autre : vers un monde enfin réconcilié où des rapports de complémentarité, de réciprocité, tisseraient dans une humanité enfin rapprochée et libre de misère, de mystérieux et insoupçonnés réseaux.

Combien de jeunes socialistes au sens large, vaste, non partisans dans l'acceptation étriquée du terme doivent-ils à André Chavanne leur option de vie ? Au lieu d'un habile plan de carrière dans une quelconque société financière de la place, ils ont choisi — pour un temps, certains pour la vie — l'engagement, de mille manières différentes, dans le dur, patient, obscur combat pour la justice sociale entre les hommes, les peuples. Mercredi passé, vers six heures du soir, le ciel est devenu rouge, comme habité par un incendie. En son milieu, au-dessus du Léman, un large couloir bleu subsistait. J'avais vu pour la dernière fois Chavanne aux Pervenges, la maison de retraite de Carouge, où parmi des dames d'un certain âge il prenait son déjeuner. C'était il y a une semaine. C'était toujours le grand Chavanne, aux gestes assurés, à la carrure impressionnante (bien qu'il fût amaigri). Mais son esprit, curieusement, flottait quelque part, revenait, puis s'absentait de nouveau. Je n'étais nullement choqué ni vraiment inquiet. Car l'esprit de Chavanne qui maintenant a quitté pour de bon un corps fatigué, appartient au monde, à l'humanité, à l'histoire, à nous tous.

UNIVERSITE DE MONTREAL L.S.H



3 1225 00414 4305

Achévé d'imprimer
sur Offset Bretonienne
27160 Breteuil-sur-Iton

Samedi 12
Dim 13

Jeudi 14 - (12) -
 Vendredi 15 -
 Samedi 16. 9h30
 Dimanche 17. Cegp. 12h30
 Lundi 18. Cegp. 15h30 - suspension
 Mardi 19 -
 Mercredi 20
 Jeudi 21 -
 Vendredi 22
 Samedi 23
 Dimanche 24
 Lundi 25
 Mardi 26
 Mercredi 27
 Jeudi 28
 Vendredi 29
 Samedi 30
 Dimanche 31
 Lundi 1er (93) -
 Mardi 2 - vacances
 Mercredi 3 - vacances
 Jeudi 4 -

17
18
19

Dépôt légal : mars 1991
N° d'impression : 339

BLSH 079

4 AVRIL 1992

6 NOV. 1992

DATE DE RETOUR

0 JAN 2000	L.S.H. 12 DEC 1992
	L.S.H. 25 AVR 1994
	10 JANV 2001
	22 MAR 2007
	26 NOV 2007
	20 DEC 2008